

Annexe 3

Extraits des procès-verbaux du conseil d'administration de la Société Suisse d'Electricité et de Traction, Suiselctra (*Schweizerische Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft*) 1942-1944

Introduction¹

La Commission a décidé de publier une étude sur l'électricité en concentrant ses recherches sur les exportations de courant vers l'Allemagne. En effet, ces prestations énergétiques jouent un rôle considérable dans les relations germano-suisses pendant la Seconde Guerre mondiale.

Comme pour les autres sujets traités au cours des recherches de la Commission, des choix se sont imposés en fonction du mandat et des moyens attribués. Toutefois, il est clair que d'autres analyses historiques sont possibles et même nécessaires. Les archives privées que la Commission a eu le privilège de consulter contiennent encore d'innombrables dossiers riches en informations. C'est dans une volonté de signaler les pistes de recherches historiques que la Commission a décidé de publier des documents sur des problèmes encore en friche.

Dans le cas de l'électricité, il est connu que les capitaux suisses jouent, depuis la fin du XIXe siècle, un rôle important dans la production et la distribution de courant en Europe et outre-mer, notamment en Amérique latine. Au début du XXe siècle en particulier, les banques fondent et développent des sociétés financières qui détiennent des participations dans des entreprises électriques à travers le monde.² Il s'agit d'un aspect essentiel de la présence économique suisse à l'étranger qui contribue à favoriser les exportations suisses. Pendant les phases d'expansion, ces usines électriques peuvent acheter des machines ou du matériel à des usines suisses; elles permettent aussi de dégager des revenus financiers. Par contre, la crise des années trente et la Seconde Guerre mondiale entraînent des difficultés pour ces entreprises. Des interventions diplomatiques³, des démarches administratives et des négociations avec des hommes d'affaires s'imposent afin de sauvegarder les intérêts suisses.

Parmi les nombreuses sociétés électriques qui pourraient être étudiées grâce aux archives privées, la *Société Suisse d'Electricité et de Traction / Schweizerische Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft (Suiselctra)* fournit un exemple intéressant

¹ Par Marc Perrenoud.

² Cf. entre autres les contributions d'Henri Morsel ou Serge Paquier, in: Marguerat/Tissot/Froidevaux, *Banques*, 2000.

³ Cf. par exemple les démarches diplomatiques en France ou en Italie documentées dans DDS, vol. 14, n° 198, annexe, pp. 624 ss. et n° 215, pp. 691 ss.

Tableau 26: Répartition géographique des investissements lors de la fusion de l'Elektrowerte et de Suisselectra, le 30 septembre 1936, en francs suisses

Pays	Valeur comptable	%
Yougoslavie	28 681 481,80	52,90
Autriche	10 725 281,72	19,76
Suisse	5 747 704,11	10,60
Argentine	3 614 991,15	6,66
Italie	2 198 535,40	4,06
France	1 933 600,15	3,57
Angleterre	464 936,35	0,87
Etats-Unis d'Amérique	413 000,00	0,76
Belgique	227 529,15	0,42
Divers	214 401,00	0,40
<i>Total</i>	<i>54 221 460,83</i>	<i>100,00</i>

Source: Tableau du 7.1.1937, UBS, Fonds SBS, Sq-Nr. 862, D 19/3-1.

que les archives de sa principale banque partenaire, la *Société de Banque Suisse (SBS)*, permettent d'analyser. La publication de textes de 1942 à 1944 fournit des informations sur les réactions et les décisions des dirigeants de cette société électrique en fonction de l'évolution de la guerre.

Aperçu de l'histoire de la Société Suisse d'Electricité et de Traction

Dans les archives de la SBS, se trouvent de nombreux dossiers sur cette société dont les origines remontent à la fin du XIXe siècle.⁴ La SBS et des banquiers privés bâlois financent la *Banque suisse des chemins de fer* fondée en 1890, qui construit des usines électriques dans l'Empire austro-hongrois. Après la Première Guerre mondiale, le Traité de Saint-Germain attribue à la Yougoslavie l'une des usines, tandis que l'autre se trouvait sur le territoire autrichien. Une société sise à Belgrade gère désormais l'usine *Elektrarna Fala*, tandis que la *Steiermärkische Elektrizitäts-Gesellschaft (Steg)* est active en Autriche.⁵ Ces deux sociétés sont contrôlées par une holding fondée en 1923 à Bâle sous le nom de *Valeurs d'Electricité SA (Elektrowerte)*⁶. En 1929, une augmentation de capital⁷ de la Banque suisse des chemins de fer entraîne l'adoption d'un nouveau nom, la *Société suisse d'Electricité et de Traction*. C'est ce nom qui sera

4 Cf. Bauer, Société de Banque Suisse, 1972, pp. 155-157.

5 Sur cette évolution pendant l'entre-deux-guerres, cf. Archives UBS, Fonds SBS, Sq-Nr. 861, 751'020.001, D 19/1-3.

6 Cf. Archives UBS, Fonds SBS, 700'002.002. Cf. aussi Archives UBS, Fonds SBS, Sq-Nr. 861, 751'020.001, D 19/1-3.

7 En 1929, la répartition du capital entre les banques est la suivante: SBS (50%), Sarasin & Cie (17%), Dreyfus Söhne (17%), Ehinger & Cie (8%) et Zahn & Cie (8%). Cf. Archives UBS, Fonds SBS, Sq-Nr. 876, 751'020.001, D 19/1-3.

adopté en 1936 lors de la fusion avec *Elektrowerte*.⁸ La nouvelle société gère des intérêts répartis dans divers pays (tableau 26):

Les principaux dirigeants

A la suite de la fusion des deux sociétés, les principaux dirigeants de la société sont Max Staehelin (Président du Conseil d'Administration de la SBS de 1929 à 1944), Edouard Tissot (Administrateur de très nombreuses sociétés électriques en Europe et en Amérique latine), Jules Dreyfus-Brodsky (Associé de la banque privée bâloise Les Fils Dreyfus & Cie), Pierre Bordier (Associé de la banque privée genevoise Bordier & Cie), Alphonse Ehinger (Associé de la banque privée bâloise Ehinger & Cie), Maurice Golay (Directeur général de la SBS), Felix Iselin (Avocat et notaire à Bâle, administrateur de nombreuses sociétés dont la SBS et *I. G. Chemie*), J. Alfred Meyer (homme d'affaires zurichois), Eduard Nüscher (Directeur général de la SBS), Benedict Vischer-Koehlin (Associé de la banque privée A. Sarasin & Co), Carl Zahn-Sarasin (Associé de la banque privée bâloise Zahn & Cie). Les directeurs de l'entreprise sont Paul Perrochet et Wilhelm Krasting.

Les personnalités qui jouent un rôle dirigeant au sein de la SBS occupent une place prépondérante dans Suisselectra. Il s'agit de Staehelin, Tissot, Golay, Iselin, Meyer et Nüscher. Les banquiers privés sont représentés par les bâlois (Dreyfus, Ehinger, Vischer-Koehlin et Zahn-Sarasin), tandis qu'un siège d'administrateur est occupé par le genevois Pierre Bordier qui sera remplacé par son fils Raymond en novembre 1945. En janvier 1943, Staehelin démissionne de la présidence de la Suisselectra qui est désormais assumée par Johann Alfred Meyer, ancien directeur du siège zurichois de la SBS.

Les partenaires allemands

Après l'*Anschluss* de l'Autriche, la société est confrontée aux mesures nazies: les directeurs de l'entreprise à Steg parviennent à garder leurs places au prix de quelques aménagements: le versement d'un don de 30'000 Reichsmark à la section régionale du NSDAP vise à calmer les exigences des nouvelles autorités.⁹

Comme d'autres entreprises et sociétés helvétiques, la Suisselectra prend, dès septembre 1938, des mesures pour une évacuation en cas de guerre. En février 1940, il est prévu de déplacer le siège social de Bâle vers la Suisse romande. Dès le 16 mai 1940, les bureaux de la société se trouvent à Neuchâtel; puis la confiance revient après quelques semaines. Mais les opérations militaires en Europe centrale affectent la situation des investissements de la société qui sont désormais soumis aux normes de l'Europe nazifiée: les entreprises sont saisies dès juin 1941.¹⁰ Le Directeur général de la SBS Rudolf Speich joue un rôle particulièrement actif dans les pourparlers visant à protéger cet important investissement.

En juin 1941, les diplomates suisses sont informés par Speich et Krasting des négociations en cours avec les Allemands et des mesures adoptées, notamment la démission du seul membre juif du Conseil d'Administration de la société «Elektrarna

8 Sur cette fusion, cf. Archives UBS, Fonds SBS, Sq-Nr. 865, 75 1'020.001, D 19/1-3.

9 Sur ce don, cf. les procès-verbaux de l'Ausschuss de Suisselectra, séances du 30.6.1938 et du 14.9.1938, Archives UBS, Fonds SBS, 700'004.001.

10 Cf. AF, E 2001 (D) -/3, vol. 456.

Fala»: Paul Dreyfus de Günzburg, associé de la banque privée bâloise Les Fils Dreyfus & Cie.¹¹ Les négociations avec les Allemands visent à préserver un investissement estimé à plus de 32 millions de francs suisses au 31 décembre 1940. Parmi les négociateurs allemands, le dirigeant de la Dresdner Bank, Karl Rasche¹², joue un rôle primordial. Ce nazi convaincu cherche à réorganiser la production d'énergie dans les Balkans sous domination allemande, tout en affirmant la volonté d'indemniser les propriétaires suisses.¹³ Les dirigeants de la société débattent de l'opportunité de négocier avec les nouvelles autorités, ce qui implique de reconnaître le transfert de propriété. Après discussion, ils décident en février 1942 d'entrer en négociations avec les Allemands. Ils entretiennent donc une correspondance suivie avec les diplomates suisses à Berne, Berlin et Zagreb afin que les autorités allemandes tiennent compte des intérêts suisses et fassent des concessions. En mai 1942, Speich et Krasting communiquent à Robert Kohli, chef de la Section des intérêts privés à l'étranger au DPF, une proposition allemande: afin d'indemniser les Suisses, des livraisons de charbon seraient organisées, ce que le chef de la Section Energie et Chaleur de l'économie de guerre, Robert Grimm, semble prêt à accepter en posant certaines conditions. Consulté sur l'opportunité de cette opération, Kohli affirme que les autorités fédérales préconisent plutôt le maintien des participations suisses à l'étranger.¹⁴

Les dirigeants de la SBS utilisent et développent leurs réseaux personnels en Allemagne. Karl Rasche et des directeurs de la Reichsbank (Bodo von Wedel et Louis Wolf) sont sollicités et viennent en Suisse. Ces fréquents voyages sont motivés par les négociations pour proroger des crédits bloqués (Stillhalteverhandlungen). A l'évidence, les discussions ne se confinent pas à apurer les conséquences des exportations massives dans les années 20 de capitaux qui restèrent bloqués en Allemagne à partir de 1931.¹⁵

En 1942, des négociations serrées entre les dirigeants de la Société de Banque Suisse (Speich et Golay) et de la Dresdner Bank (Rasche) et de la Reichsbank (von Wedel) aboutissent à des contrats qui prévoient que les Allemands indemniseront les propriétaires suisses par des livraisons de charbon.¹⁶ Les négociations se déroulent d'abord à Berlin en 1942, puis en Suisse. Rasche lui-même y séjourne en juillet: il est accueilli à la résidence secondaire de Golay à Nyon et revient en Suisse en septembre 1943. Il est à nouveau à Bâle en février 1944, ce qui motive le commentaire suivant d'un administrateur:

11 Notice de Kohli, 21.6.1941, AF, E 2001 (D) -/3, vol. 506.

12 Cf. Kopper, *Marktwirtschaft*, 1995, p. 256: Rasche est présenté comme un «überzeugte[r] Nationalsozialist». Rasche sera condamné à une peine de prison après la guerre par le Tribunal de Nüremberg.

13 Cf. Procès-verbal de l'Ausschuss de Suiselctra, séance du 2.2.1942, Archives UBS, Fonds SBS, 700'004.001.

14 AF, E 2001 (D) -/3, vol. 506, Notice de Kohli, 28.5.1941.

15 Pour plus d'informations sur les négociations de prorogation, cf. l'étude de la CIE sur la place financière et les banques suisses. Dans le chapitre 2, l'analyse des relations financières avec l'Allemagne traite du «deutschen Kreditabkommen» et de la possibilité de bénéficier de «Umlegungskredite».

16 Sur ces négociations, cf. aussi le dossier sur la Dresdner Bank dans les archives du siège zurichois de la SBS. Archives UBS, Fonds SBS, Siège de Zürich, D 2029, Dresdner Bank.

«Die Verhandlungen wurden in freundschaftlichem Tone geführt; Dr. Krasting hatte jedoch den Eindruck, dass Dr. Rasche nicht in erster Linie wegen Fala in die Schweiz gekommen ist.»¹⁷

Les tractations démontrent que les banquiers allemands restent prêts à ménager la Confédération, dont les prestations financières sont utiles au Reich. Les dirigeants suisses cherchent à utiliser la marge de manœuvre que leur laissent les Allemands afin de récupérer leurs créances.

Dès l'automne 1942, des voix discordantes se font entendre parmi les dirigeants de la société: Paul Dreyfus et Nüscherer s'opposent aux concessions qui sont approuvées par la majorité du Conseil d'Administration, le 12 octobre 1942, à Coire.

Les Alliés multiplient les pressions: ils annoncent, le 5 janvier 1943, que les transferts de propriétés opérés dans les pays occupés ne seront pas reconnus.¹⁸ Cette déclaration solennelle suscite des discussions au sein du Comité directeur dès le 11 janvier et dans le Conseil d'administration dès le 12 janvier 1943.

Au sein du Comité directeur, les opinions ne sont pas unanimes au début de 1943: trois membres (Meyer, Perrochet et Golay) acceptent le contrat passé avec les Allemands tandis qu'Eduard Nüscherer le refuse.¹⁹

La signature de ces contrats est approuvée par la majorité des dirigeants de la société, mais Nüscherer réitère avec fermeté ses réticences fondamentales pour des raisons juridiques et matérielles. Paul Dreyfus, de la banque *Dreyfus Söhne & Co.*, s'oppose également à cette cession des droits de propriété qu'il considère comme extrêmement inopportune. Les discussions entre les administrateurs font ressortir l'opposition entre ceux qui estiment que les indemnités proposées par les Allemands doivent être acceptées et ceux qui considèrent qu'il faut attendre la fin de la guerre avant de renoncer définitivement à la propriété d'entreprises en Europe. Il est relativement rare que des discussions et des divergences sur la stratégie face aux belligérants apparaissent de manière aussi marquée dans des procès-verbaux du Conseil d'administration d'une société suisse.

Les négociations continuent pendant une longue période, mais des difficultés techniques liées aux problèmes d'importation du charbon en Suisse empêcheront finalement la conclusion du contrat avec les Allemands.²⁰

17 Procès-verbaux du Conseil d'Administration, séance du 4.5.1944, Archives UBS, Fonds SBS, 700'004.001.

18 A ce sujet, cf. DDS, vol. 15, doc. 193, pp. 521-524, et doc. 336, p. 828.

19 Cf. Procès-verbaux de l'Ausschuss de Suisselectra, séance du 9.2.1943, Archives UBS, Fonds SBS, 700'004.001.

20 Cf. Dossier «Inland-Dinars», Archives UBS, Fonds SBS, Siège de Zürich, I 2044. Par un télégramme du 5.4.1943, Meyer transmet à Rasche sa requête au Consulat général d'Allemagne à Zürich afin d'obtenir l'autorisation de se rendre à Vienne et à Budapest. Il expose l'importance des négociations avec les dirigeants allemands: «Die Herren Dr. Rasche und Gauwirtschaftsberater Fleischmann legen wie ich selbst grösste Gewicht auf die rechtzeitige Abhaltung dieser Wiener Verhandlungen. Meine deutsche Freunde waren so liebenswürdig, mir zuzusichern, bei den massgebenden Stellen in Berlin die Erlaubnis für meine Durchreise nach Budapest in obigen Sinne zu befürworten.» Il précise enfin qu'il est «Schweizer seit Geburt, Bürger von Zürich, arisch.»

Le procès-verbal du 4 mai 1944 mentionne aussi les effets de la guerre sur la direction de l'entreprise en Autriche: un des directeurs est

«als jüdisch versippt betrachtet. Eine Ergänzung des Vorstandes ist deshalb unumgänglich und Dr. Krasting hat dem Ausschuss vorgeschlagen, Ing. Franz Kirschner, der seit 1911 bei der Steg tätig ist und die Gesellschaft von Grund auf kennt, zum Vorstandsmitglied zu ernennen. Herr Kirschner ist als ehrenhafter Mann bekannt; er ist Mitglied der Nationalsozialistischen Partei. Seine Beziehungen zu den jetzigen Behörden können der Gesellschaft von Nutzen sein.»²¹

Toutefois, l'évolution de la situation internationale incitent les dirigeants de Suselectra à prendre contact avec les autorités britanniques par l'intermédiaire de leur Consulat à Bâle. Les opérations militaires des résistants yougoslaves sont rapportées au Conseil d'Administration.

Une nouvelle phase de l'histoire de l'entreprise s'ouvre: il s'agira désormais de négocier avec les nouvelles autorités yougoslaves qui, après la guerre, vont nationaliser l'usine électrique de Fala.²²

Les documents annexés à l'étude apportent des informations précieuses non seulement sur le secteur de l'électricité, mais aussi sur les relations entre banquiers suisses et allemands ainsi que sur les réactions de dirigeants de l'économie suisse face aux bouleversements de la situation internationale dans les années 1940.

21 Procès-verbaux du Conseil d'Administration, séance du 4.5.1944, Archives UBS, Fonds SBS, 700'004.001. Cf. aussi: Procès-verbaux de l'Ausschuss de Suselectra, séance du 18.4.1944.

22 Sur ces négociations, cf. AF, E 9500.2-03 (A) 1970/355, vol. 39, ainsi que le procès-verbal de la séance du 17.9.1945 publié dans DDS, vol. 16, n° 27 (www.dodis.ch, n° 317).

Séance du 3.3.1942

[...]

2. Steiermärkische Elektrizitäts-Aktiengesellschaft und Elektrarna Fala

Der Präsident hat Herrn Dr. Speich, der sich mit der rubrizierten Angelegenheit eingehend befasst und sie dank seiner guten Beziehungen weitgehend gefördert hat, gebeten, an der Sitzung teilzunehmen und dem Verwaltungsrat die erforderlichen Aufschlüsse zu erteilen.

Herr Dr. Speich orientiert zunächst über den Stand der Angelegenheit. Nach dem Einmarsch der Deutschen in Jugoslawien wurde die Elektrarna Fala zu Gunsten des Reichsgaues Steiermark beschlagnahmt und es wurde ihr in der Südsteiermark gelegenes Vermögen auf die neu errichtete Körperschaft «Energieversorgung Südsteiermark» übertragen. Gegen diese Massnahme hat die Suselectra durch Vermittlung des Bankvereins auf diplomatischem Wege und direkt Einsprache erhoben und die Wiederherstellung des frühern Zustandes verlangt, ohne dass bisher in dieser Richtung ein Erfolg zu erzielen gewesen wäre. Gestützt auf die deutschen Verordnungen vom 6. Juni und 2. Juli 1941 hat sie sodann Entschädigungsansprüche in der Höhe von Sfr. 240 150.– für 43 750 Stück Aktien und von Sfr. 32 125 622.51 als Ersatz der Forderungen bei der Dienststelle Deutsches Volkstum in Marburg angemeldet.

In der Folge hat der Sprechende wiederholt Gelegenheit gehabt, mit Herrn Dr. Rasche, Vorstandsmitglied der Dresdner Bank in Berlin, sowie mit Vertretern der Länderbank Wien (Direktor Hitschfeld) und des Gaues Steiermark (Gauinspektor Dr. Fleischmann) die Frage einer an die Suselectra auszurichtenden Entschädigung für Faal zu behandeln. Anlässlich der letzten Besprechungen, die am 17. und 18. Februar d. J. in Zürich und Basel stattgefunden haben und an welchen auch die Herren Perrochet und Dr. Krasting teilgenommen haben, ist vom Vertreter des Gaues Steiermark der Wunsch ausgesprochen worden, dass auch die Uebernahme der Steg durch den Gau in die Verhandlungen miteinbezogen werden möge, da der Weiterbestand dieser Gesellschaft in der gegenwärtigen Form nicht mehr gesichert sei, weil die Energieverteilung in der Ostmark ausschliesslich staatlichen Gesellschaften, im vorliegenden Fall der Energieversorgung Südsteiermark A. G. zustehe und die Steg nur noch als reine Produktionsgesellschaft bestehen bleiben könnte.

Ueber die Abfindung der schweizerischen Interessenten für die Abtretung ihrer Rechte an der Faal und an der Steg an den Reichsgau Steiermark ist dann nach langen Verhandlungen folgende Lösung in Aussicht genommen worden:

Faal.

1. Die schweizerischen Interessenten treten an den Reichsgau Steiermark ab die in ihrem Besitz befindlichen 43 750 Aktien à nom. Dinar 100.–, sowie die Forderungen an die Faal im Gesamtbetrage von Sfr. 32 125 622.51 (Wert 31. August 1941), wogegen der Reichsgau Steiermark gegenüber der Schweizerischen Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft, Basel, eine neue Schuld eingeht, über deren Höhe eine Einigung noch nicht erzielt worden ist.

Schweizerischerseits wurde erklärt, keinesfalls unter den Betrag von Sfr. 20 000 000.– gehen zu können, deutscherseits sprach man von einem Betrag von etwa Sfr. 19 000 000.–.

2. Dagegen war man sich darüber einig, dass
 - a) der Reichsgau Steiermark die Schuld zu übernehmen habe,
 - b) die Schuld auf Schweizerfranken zu lauten habe und die Eigenschaften eines Neukredits aufweisen müsse, sodass sowohl die Zinsen als auch die Rückzahlungen in Schweizerfranken ohne jeden Abzug zu leisten seien,
 - c) die Schuld innert eines noch festzusetzenden Zeitraumes nach einem festen Amortisationsplan in jährlichen Raten zurückzuzahlen sei, wobei schweizerischerseits ein Zeitraum von 12–15 Jahren gewünscht wurde, wogegen man deutscherseits einen Zeitraum von 18–20 Jahren in Vorschlag brachte,
 - d) die Frage der seit April 1941 aufgelaufenen Zinsen ebenfalls zu regeln sei.
3. Als Zinsfuss wurde schweizerischerseits der Satz von mindestens 3 1/2% gefordert.
4. Darüber hinaus ist sodann von beiden Parteien in Aussicht genommen worden, die Zins- und Amortisationszahlungen für die Forderung Faal durch deutsche Kohlenlieferungen nach der Schweiz ex Kontingent und ex Clearing zu erleichtern und dadurch auch die Amortisationsdauer der Forderung abzukürzen, worauf schweizerischerseits besonderer Wert gelegt wird. In Frage käme zunächst Wölanerkohle, event. gemischt mit Trifailer Kohle und zwar in Mengen von 10 000 Tonnen monatlich. Voraussetzung solcher Kohlenlieferungen wäre indessen, dass deren Transport nach der Schweiz von der schweizerischen Seite aus geregelt würde, wobei als einzig möglicher Weg die Route über Triest–Mailand in Frage käme. Andererseits soll versucht werden, mit den italienischen Behörden zu einem Kohlenabtausch zu gelangen in der Weise, dass die Italiener die Kohle aus Wölan/Trifail beziehen, wogegen sie den Schweizern Ruhrkohle abtreten würden. Der Abtausch Wölaner/Trifailer Kohle gegen Ruhrkohle wäre auf der Basis des Heizwertes der Kohle durchzuführen. Die Preise für die Kohle wären für jedes Kohlenwirtschaftsjahr, event. für eine Periode von 2–3 Jahren neu zu bestimmen und demgemäss auch schweizerischerseits mit den Abnehmern der Kohlen für den gleichen Zeitraum zu vereinbaren. Beim Zustandekommen einer entsprechenden Verständigung mit den italienischen Behörden wäre die Ruhrkohle mittelst schweizerischem Kahnraum nach der Schweiz zu transportieren. Beide Parteien sind sich darüber durchaus im Klaren, dass diese Kohlenfrage grosse Schwierigkeiten bieten dürfte. Falls der Wert der jährlichen Kohlenlieferungen höher wäre, als für Zins und Amortisation der Faaler Schuld nötig wäre, so wäre der Ueberschuss zur Hälfte auf die nächstfällige und zur andern Hälfte auf die zuletzt fällige Rate anzurechnen.

Steg

Für die Abfindung der schweizerischen Interessenten an der Steg wird folgende Lösung in Aussicht genommen:

1. Der bisherige Kredit in der Höhe von Sfr. 6 394 462.50, Wert 31. Januar 1942, soll wie bis anhin dem Stillhalteabkommen unterstellt bleiben bei einer Verzinsung von 4 1/2% p. a. und einer Amortisationsdauer bis 1966 [sic].
2. Das im Eigentum der Schweizerischen Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft befindliche Vorzugsaktienkapital von nom. RM. 2 660 000.– wäre zum Tageskurs wieder in einen Schweizerfrankenkredit zu verwandeln und grundsätzlich wie der bisherige Kredit

zu behandeln bei gleicher Amortisationsdauer. Hinsichtlich des Zinssatzes würde man sich schweizerischerseits mit einer Reduktion auf $4 \frac{1}{4}\%$ p. a. einverstanden erklären.

3. Als Schuldner würde bei beiden Krediten der Gau Steiermark auftreten.

4. Vom Stammaktienkapital von nom. RM. 4 000 000.– besitzt die schweizerische Gruppe nom. RM. 3 691 460.– (der ganze schweizerische Besitz beträgt u. W. RM. 3 720 510.–). Diese Stammaktien wären gegen Aktien deutscher Elektrizitätsunternehmungen auszutauschen, für welche Transaktion deutscherseits bereits ein Paket von nom. RM. 2 000 000.– Aktien RWE gesichert wäre. Bei einem solchen Umtausch müssten indessen auch die reinen offenen Reserven der Steg von rund RM. 2 000 000.– mitberücksichtigt werden.

Allgemeines

Die Regelung sowohl für die Faal als auch für die Steg wäre in einem einheitlichen Vertrag zu treffen, in welchen auch die Kohlenlieferung einzubeziehen wäre.

Dieser Vertrag wäre durch einen besondern Akt von der deutschen Reichsregierung zu sanktionieren.

Der Sprechende schliesst seine interessanten Ausführungen mit der Feststellung, dass eine Einigung mit den deutschen Vertretern bezüglich der Höhe der Entschädigungssummen, der Zinssätze, der Amortisationsverhältnisse etc. wohl möglich sein dürfte, dass aber die Lösung der Kohlenlieferungsfrage und namentlich der Kohlenaustauschfrage noch vollständig in der Luft hänge, da hiezu eine Verständigung mit den italienischen Behörden erforderlich sei, die schwer zu erzielen sein dürfte.

Herr Dr. Krasting macht einige Angaben über die Auswirkung der Vorschläge auf die Bilanz und die Ertragsrechnung der Suselectra. Es ergibt sich daraus, dass die Erträge bei Annahme der Vorschläge annähernd gleich hoch wären wie im Durchschnitt der letzten fünf Jahre.

[...]

Séance du 29.5.1942

[...]

Dr. Krasting berichtet an Hand eines schriftlichen Exposé, welches den Mitgliedern des Verwaltungsrates vor der Sitzung übergeben worden ist, was folgt:

I.

«Der Verwaltungsrat ist in seiner Sitzung vom 3. März dieses Jahres von Herrn Dr. Speich und von der Direktion über die Verhandlungen orientiert worden, welche mit deutschen Unterhändlern über eine an unsere Gesellschaft auszurichtende Entschädigung für die Beschlagnahme des Faaler Elektrizitätswerks geführt worden sind. Dabei ist dem Verwaltungsrat davon Kenntnis gegeben worden, dass die Deutschen auch die Uebernahme der Steg durch die Energieversorgung Südsteiermark A. G., Marburg, angeregt haben.

Wir glaubten damals, mit folgender Lösung rechnen zu dürfen:

1. Für Faal:

Anerkennung einer Schuldsumme von rund Fr. 20 000 000 seitens des Reichsgaues Steiermark, verzinslich zu 3 1/2% und in gleichbleibenden Annuitäten in 18–20 Jahren zu amortisieren. Dabei hatten wir angenommen, dass diesem Kredit die Qualität eines Neukredites zukommen würde.

Um die Amortisationsdauer zu verkürzen und dem Schuldner die Zins- und Amortisationszahlungen zu erleichtern, war in Aussicht genommen, dass der Schuldner während der ersten drei Jahre je 100 000 Tonnen Kohle aus den Wöllaner Gruben in die Schweiz liefere, deren Gegenwert zur Abstattung von Zins und Amortisationen der vereinbarten Entschädigungssumme hätte verwendet werden sollen.

2. Für die Steg war vorgesehen:

a) dass der *bisherige Kredit* von Sfr. 6 394 462.50 wie bisher dem Stillhalteabkommen unterstellt bleiben sollte, bei einer Verzinsung von 4 1/2% und einer Amortisationsdauer bis 1966.

b) dass das in vollem Umfange im Eigentum der Suselectra stehende Prioritätsaktienkapital von nom. RM. 2 660 000.– zum offiziellen Kurs, d. h. zu ca. 1.72 in einen Schweizerfrankencredit rückverwandelt würde, was einen Betrag von rund Sfr. 4 575 000.– ergäbe. Dieser Kredit würde ebenfalls dem Stillhalteabkommen unterstellt wie der erste Kredit, mit einer mässigen Reduktion des Zinsflusses.

c) dass für die *Stammaktien* Aktien der RWE in einem noch festzusetzenden Verhältnis abgegeben würden.

Der Verwaltungsrat hat in seiner Sitzung vom 3. März einstimmig seiner Auffassung dahin Ausdruck gegeben, dass die Verhandlungen in der angegebenen Weise weiterzuführen seien und dass der Abschluss eines entsprechenden Vertrages anzustreben sei.

Eine Aktennotiz über die Verhandlungen mit den deutschen Unterhändlern, welche im wesentlichen die oben skizzierten Bedingungen enthielt, wurde den Deutschen mit einem Schreiben des Schweizerischen Bankvereins vom 5. März zugestellt.

II.

Die weiteren Verhandlungen fanden zunächst in Berlin statt und zwar am 15. April 1942. Dabei wurde uns von den deutschen Unterhändlern ein *Vertragsentwurf* vorgelegt, der als Diskussionsbasis zu dienen hatte.

Dieser Vertragsentwurf enthielt Bestimmungen, die gegenüber den oben angeführten Bedingungen eine wesentliche Verschlechterung darstellten. Im Einzelnen wird darauf später zurückgekommen, da sich die Verhandlungen zunächst auf die Festsetzung der einzelnen Ziffern beschränkten.

Hinsichtlich der *Faal* war zunächst die Höhe der Entschädigungssumme zu bestimmen. Die deutschen Unterhändler wiesen darauf hin, dass die von uns geforderte Summe von Sfr. 20 000 000.– als zu hoch erschiene, da ihre Schätzungen des effektiven Wertes der Anlagen einen wesentlich geringeren Betrag ergeben hätten. Sie liessen dabei durchblicken, dass ein Ausgleich unter Umständen bei der Festsetzung des Kaufpreises für die Steg möglich sein könnte. Nach langen Diskussionen und Beratungen unter uns glaubten wir, den Deutschen in diesem Punkte entgegenkommen zu sollen und erklärten uns mit einer Entschädigungssumme von Fr. 19 000 000.– einverstanden. Dieser Betrag wurde dann später auf Fr. 19 500 000.– erhöht, indem ein Ueberschuss bei der Verrechnung der Stammaktien Steg gegen Aktien RWE hier Berücksichtigung fand.

Was den Zinsfuss anbetrifft, so einigte man sich auf 3 1/4%. Hinsichtlich der Amortisationsdauer konnte ein Einverständnis nicht erzielt werden. Wir schlugen 15 Jahre vor, während die Gegenpartei nicht unter 20 Jahre gehen wollte. In einem Gegenentwurf machten wir den Kompromissvorschlag von 17 Jahren. Ob dieser angenommen wird, wissen wir nicht.

Bei der *Steg* war die ziffernmässige Bereinigung einfacher. Am bestehenden Vorschuss (Steg I) im Betrage von noch Fr. 6 394 462.50, der dem Stillhalteabkommen unterstellt ist, mit 4 1/2% verzinst und bis zum Jahre 1966 amortisiert wird, wurde nichts geändert.

Das Prioritätsaktienkapital von RM. 2 660 000.– soll nach dem Umrechnungskurs der amtlichen Berliner Notiz in Schweizerfranken umgerechnet, zu 4% verzinst und bis Ende 1965 amortisiert werden.

Für das Stammaktienkapital von rund RM. 3 700 000.– sollen wir Aktien der Rheinisch-Westfälischen Elektrizitätswerke Essen erhalten, wobei das Kursverhältnis ungefähr mit 135 für die Stegaktien zu 180 für die RWE-Aktien angenommen wurde. Da die Deutschen nur über RM. 2 500 000.– RWE Aktien verfügen, wurde eine sich ergebende Differenz mit Fr. 500 000.– der Entschädigung für die *Faal* zugeschlagen, die sich darnach von Fr. 19 000 000.– auf Fr. 19 500 000.– erhöhte.

Soweit wäre die Sachlage nicht unbefriedigend. Nun aber verlangten die deutschen Unterhändler in ihrem Vertragsentwurf, dass sie die Annuitäten für die ganze Dauer der Amortisation des Entschädigungsbetrages für *Faal* und des Vorschusses Steg II (herrührend aus den Prioritätsaktien) durch jährliche Kohlenlieferungen aus den Wöllaner Gruben bezahlen könnten, wobei wir uns für mindestens drei Jahre verpflichten sollten, je 100 000 Tonnen pro Jahr an Zahlungsstatt zu nehmen bei einem Preis von RM. 19.25 pro Tonne loco Grube. Der Abtransport der Kohle soll daher uns überlassen werden.

Ganz abgesehen davon, dass die Wöllaner Kohle eine sehr schlechte Kohle ist, und in der

Schweiz nur verwendet wird, wenn nichts besseres erhältlich ist, stellt die Transportfrage derart grosse Schwierigkeiten, dass sie nur schwer zu lösen ist. Denn die Deutschen stellen keine Wagen und die S. B. B. kann auch keine Wagen zur Verfügung stellen. Unsere bisherigen Verhandlungen haben nun allerdings ergeben, dass wenigstens für ein Jahr Wagen der Kroatischen Staatsbahn erhältlich wären und dass die Kohlenmenge für ein Jahr von einer hiesigen Kohlenimportfirma abgenommen würde. Allein die Verhältnisse auf dem Balkan sind derart, dass eine Sicherheit für eine solche Regelung nicht besteht. Es ist denkbar, dass die Kohlentransporte einige Wochen oder Monate durchgeführt werden können; wenn sich aber die politische Situation zuspitzt, oder wenn durch Sabotageakte Unterbrechungen von Eisenbahnlinien vorkommen, so stockt eben die Lieferung und wir sind nicht gedeckt.

Wenn es auch gelänge, die Kohlenfrage auf 2–3 Jahre zu lösen, und wir die Möglichkeit hätten, diese Kohle an Zahlungsstatt anzunehmen, so könnte doch auf lange Jahre hinaus die Zahlung der Annuitäten in Wöllaner Kohle nicht angenommen werden, eben weil sie in normalen Zeiten in der Schweiz nicht verkauft werden kann.

Wenn wir aber die Kohle nicht annehmen, so tritt nach dem Vertragsentwurf der deutschen Unterhändler eine Zahlungsart ein, die wir nicht glauben, annehmen zu können: Dann sollen sich nämlich *die Transfermöglichkeiten für die von der Energieversorgung Südsteiermark noch zu leistenden Gesamtannuitäten nur nach den allgemeinen devisenwirtschaftlichen Vorschriften des Deutschen Reiches* bestimmen, d. h. mit andern Worten, die Zinsen würden nach den gegenwärtigen allgemeinen devisenrechtlichen deutschen Vorschriften nur mit 2% transferiert und die Kapitalamortisationen würden nur in Handelsspermark abgestattet, d. h. wir würden derzeit bei einer Liquidierung der Handelsspermark nur ca. 12% unserer Forderung erhalten. Der deutsche Vertragsentwurf enthält ausserdem eine Währungsklausel des Inhalts, dass sich aus einer allfälligen Aufwertung des Schweizerfrankens in keiner Weise die Verpflichtung zu einer Mehrleistung durch die Energieversorgung Südsteiermark ergeben dürfe.

III.

Gegenüber dem Vertragsentwurf der deutschen Unterhändler haben wir für die Verhandlungen vom 15. Mai, welche in Basel stattfanden, einen *Gegenentwurf* eingereicht, welcher sich eng an den deutschen Entwurf anlehnte, aber folgende grundlegende Bedingungen enthielt:

1. Die Zinsen (3 1/4%) und die Kapitalrückzahlungen für den *Entschädigungsbetrag Faal* (Fr. 19 500 000.–), welche in gleichbleibenden vierteljährlichen Quoten abzustatten sind, müssen in effektiven Schweizerfranken festgelegt und bezahlt werden.
2. Die Zinsen für den Vorschuss Steg II (4%) müssen ebenfalls in effektiven Schweizerfranken bezahlt werden, während wir bereit wären, die Kapitalrückzahlungen entsprechend der Regelung beim Vorschuss Steg I (Stillhalteforderung) in Registermark entgegenzunehmen.
3. Die Lieferung von Wöllaner Kohle an Zahlungsstatt soll nur als *zusätzliche* Zahlungsart in Betracht kommen, wenn es uns gelingt, die Transportfrage zu lösen und die Kohle loco Grube an schweizerische Kohlenhandelsfirmen oder an den Bund weiterzugeben und zwar sollen diese Kohlenlieferungen nur für den Entschädigungsbetrag Faal in Frage kommen, nicht aber für den Vorschuss Steg II.

4. Die im deutschen Vertragsentwurf enthaltene Währungs Klausel wurde abgelehnt.

IV.

Bei den Verhandlungen am 15. Mai, welche leider keine Klärung aller strittigen Fragen brachte, wurde vom Vertreter der Gegenpartei, Herrn Dr. Rasche, eindeutig festgestellt, dass dem Entschädigungsbetrag Faal die Qualität eines Neukredites niemals zuerkannt werden könne. Hinsichtlich der Stillhaltequalität des Vorschusses II der Steg wurden weitere Verhandlungen mit der Reichsbank vorbehalten. Es dürfte als möglich erscheinen, diese Bedingung zu erreichen, wenschon wir in diesem Falle damit rechnen müssen, dass dann als Umrechnungskurs nicht mehr der Mittelkurs der amtlichen Berliner Notiz im Zeitpunkt des Vertragsabschlusses (ca. 172) bewilligt wird, sondern der Kurs vor Abwertung des Schweizerfrankens (ca. 123.50), was einen Minderbetrag von Fr. 1 300 000.– beim Vorschuss Steg II ergeben würde.

V.

Wir müssen nun dem Verwaltungsrat die Frage vorlegen, ob bei der gegebenen Sachlage die Verhandlungen weitergeführt werden sollen, wobei in erster Linie festgestellt sei, dass die Entschädigungssumme Faal nicht als Neukredit behandelt werden kann. Vielleicht wird es möglich sein, bei weiteren Verhandlungen zu erreichen, dass diesem Kredit wenigstens Stillhaltequalität zuerkannt wird. Er wäre dann mit ca. 34% zu bewerten, was aber immer noch einen enormen Ausfall bedeuten würde (statt Fr. 19 500 000.– nur Fr. 6 630 000.–).

Der Vertreter der Gegenpartei hat am Schlusse der letzten Verhandlungen eine ernsthafte Warnung an uns ergeben [ergehen] lassen, das Entgegenkommen der Deutschen sei ein einmaliges. Würden wir weitere Verhandlungen ablehnen und auf unserm Standpunkt beharren, so würde das zur Folge haben, dass Deutschland die Entschädigung für Faal in Reichsmark in das deutsch-serbische Clearing einzahlen werde, und dass wir dann unsere Forderungen gegenüber der serbischen Regierung in Belgrad – der Sitz der Elektrarna Fala ist Belgrad – geltend zu machen hätten. Die serbische Regierung werde aber kaum ein Interesse an einem in der Südsteiermark gelegenen Elektrizitätswerk haben. Die Direktion ist sich bewusst, dass ein Abbruch der Verhandlungen, der von unserer Seite herbeigeführt würde, von grossem Nachteil für die Gesellschaft wäre und dass deshalb versucht werden sollte, die Verhandlungen in irgendeiner Weise weiterzuführen.

Nach Rücksprache mit dem Herrn Präsidenten und Herrn Dr. Speich stellt die Direktion daher den Antrag, sie sei zu ermächtigen, die Verhandlungen möglichst inhaltend weiterzuführen und zwar auf der Basis unserer Begehren.»

Der Präsident eröffnet die Diskussion, indem er darauf hinweist, dass der Verwaltungsrat vor einer äusserst schwierigen Frage stehe, da absolut ungewiss sei, wie die Verhältnisse auf dem Balkan nach dem Kriege geordnet würden. Wenn keine Einigung mit den deutschen Unterhändlern zustande komme, so riskiere man, dass die Deutschen die Entschädigung für die Beschlagnahme der Faaler Unternehmung in das deutsch-serbische Clearing einzahlen und dass wir uns dann mit einer gegenwärtigen oder zukünftigen serbischen Regierung auseinandersetzen hätten. Seiner Ansicht nach sollte versucht werden, die Verhandlungen weiterzuführen, wobei festzustellen sei, dass gewisse Bedingungen nicht angenommen werden könnten, so die Zahlung der

Entschädigung Faal in Handelsspermark, die Verpflichtung der Suselectra zur Entgegennahme von Kohlenlieferungen, für welche die Verwendung nicht gesichert wäre, an Zahlungsstatt u. a. m. Dr. Rasche habe übrigens im Lauf der Verhandlungen bestätigt, dass die Kohlenlieferungen nur als zusätzliche Zahlungsart in Betracht falle. In der darauf einsetzenden Diskussion, an welcher alle Anwesenden teilnehmen, wird allgemein der vom Präsidenten skizzierte Standpunkt gutgeheissen, wonach auf gewissen Mindestbedingungen beharrt werden muss. Was die Entschädigungssumme Faal anbetrifft, so kann eine Zahlung in irgendwelchen Sperrmarksorten nicht angenommen werden. Ebenso wenig ist die Währungsklausel annehmbar. Auch die offerierten Kohlenlieferungen, sofern sie als Hauptgrundlage des Vertrages zu verstehen sind, müssen in dieser Form abgelehnt werden.

Auf eine Anfrage gibt Herr Dr. Speich Auskunft über die Stellungnahme des Eidg. Politischen Departementes. Herr Legationsrat Dr. Kohli ist über den Stand der Verhandlungen mit den Deutschen orientiert worden. Er hat erklärt, dass es bedauerlich wäre, wenn die Suselectra ihre Auslandspositionen ohne volle Entschädigung abgeben würde, und angeregt, von den Deutschen als Kompensation die Abtretung deutscher Beteiligungen in der Schweiz zu verlangen. Mit der Weiterführung der Verhandlungen ist Dr. Kohli einverstanden, wobei er den Wunsch ausgesprochen hat, dass man sich noch einmal mit dem Departement in Verbindung setzen möchte, bevor man die Verhandlungen gänzlich scheitern lasse.

Herr Dr. Speich macht dann noch einige vertrauliche Mitteilungen über seine Eindrücke, die er auf seiner kürzlichen Reise nach Belgrad erhalten hat.

Der Präsident stellt abschliessend fest, dass alle Mitglieder des Verwaltungsrates dem Antrage der Direktion zugestimmt hätten, wonach die Verhandlungen mit den deutschen Unterhändlern möglichst hinhaltend weiterzuführen seien und zwar auf der Basis unserer Begehren.

[...]

Séance du 12.10.1942

[...]

1. Protokoll

Das Protokoll der 59. Sitzung des Verwaltungsrates vom 29. Mai 1942 ist den Mitgliedern des Verwaltungsrates zugestellt worden. Bemerkungen sind keine eingegangen. Es wird daher genehmigt.

2. Elektrizitäts-Aktiengesellschaft Faal und Steiermärkische Elektrizitäts-Aktiengesellschaft.

Der Präsident teilt eingangs mit, er habe Herrn Dr. Speich sowie Herrn Hättenschwiller ersucht, an den heutigen Verhandlungen teilzunehmen, womit sich der Verwaltungsrat einverstanden erklärt.

In einem Bericht vom 7. Oktober 1942 hat die Direktion den Mitgliedern des Verwaltungsrates die Entwürfe von zwei Verträgen zwischen der Schweizerischen Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft und der Energieversorgung Südsteiermark Aktiengesellschaft zugestellt, welche von Herrn Dr. Speich für die Schweizerische Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft bei seinen letzten Verhandlungen am 18. September 1942 in Berlin paraphiert worden sind. Diese beiden Vertragsentwürfe sind diesem Protokoll beigelegt und es wird hinsichtlich des Inhalts auf diese Beilagen verwiesen.

Die Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements hat sich mündlich vorläufig für ein Jahr mit der im Vertrag betreffend Faal vorgesehenen Kohleneinfuhr und deren Verrechnung zu Gunsten der Schweizerischen Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft einverstanden erklärt.

Im Anschluss an diese Regelung ist zwischen der Franz Haniel Aktiengesellschaft in Basel als Beauftragte der Schweizerischen Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft und der Kohlenhandelsgesellschaft Süd Montana A. G. in Cilli als Beauftragte der Energieversorgung Südsteiermark eine besondere Vereinbarung abgeschlossen worden, welche die technischen Einzelheiten der Kohlenlieferungen vertraglich festlegt.

Von besonderer Wichtigkeit ist § 7 des Vertrages betreffend die Entschädigung Faal, welcher nach eingehender Diskussion von Herrn Dr. Speich dahin ausgelegt wird, dass bei dauernder Unmöglichkeit der Kohlenlieferung zwar die Entschädigungssumme von Fr. 19 500 000.– abzüglich allfällig geleistete Amortisationszahlungen weiterhin in Schweizerfranken geschuldet werde, dass aber hinsichtlich des Transfers der Zinsen und der Kapitalamortisationen, falls innert sechs Monaten eine neue Regelung nicht getroffen werden könne, ein vertragsloser Zustand eintrete, sofern der Vertrag von einer der beiden Parteien gekündigt werde. Durch eine solche Kündigung würden jedoch die Bestimmungen der §§ 8 und 9, d. h. die Verzichtserklärung auf die Geltendmachung weiterer Ansprüche der Schweizerischen Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft und der Elektrizitäts-Aktiengesellschaft Faal nicht berührt. Dagegen müsse dann irgendwie eine Lösung gefunden werden, welche die Verzinsung und die Amortisation der Entschädigungssumme weiterhin sicherstelle.

Der Verwaltungsrat ist der Auffassung, dass der genannte § 7 noch einer genaueren Redaktion bedürfe, wobei namentlich versucht werden sollte, die Zinsenzahlung und den Zinsentransfer gemäss Absatz 1 des § 7 auch bei dauernder Unmöglichkeit der

Kohlenlieferungen zu sichern, sodass nur bezüglich der Kapitalamortisation eine Kündigung und Neuregelung vorgesehen werden sollte. Bezüglich des Vorbehaltes der §§ 8 und 9 schlägt der Präsident eine Ergänzung der Fassung vor, wonach der Schweizerischen Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft im Falle der Kündigung alle ihre Rechte gewahrt bleiben sollten mit der Ausnahme, dass sie sich den deutschen Stellen gegenüber mit einer Forderung von Fr. 19 500 000.– als entschädigt und abgefunden erklärt habe.

Nach Erledigung dieser Sonderfrage betreffend den § 7 eröffnet der Präsident die allgemeine Aussprache darüber, ob die von den Deutschen vorgeschlagene Regelung betreffend Faal anzunehmen oder abzulehnen sei.

In der darauf einsetzenden Diskussion, an welcher sich sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrates beteiligten, wird zunächst von allen Herren Herrn Dr. Speich der beste Dank für seine Bemühungen, die für die Gesellschaft so nützlich waren, ausgesprochen. Von verschiedenen Seiten wird darauf hingewiesen, dass die Beschlagnahme von schweizerischem Eigentum – und die Faal müsse als solches behandelt werden – durch eine kriegführende Macht nicht ohne weiteres als rechtlich zulässig anerkannt werden könne. Es wird die Anregung gemacht, dass über die bestehende Rechtslage das Gutachten eines prominenten Staatsrechtlers einzuholen sei. Sodann wird darauf hingewiesen, dass die Schweizerische Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft bei Annahme des deutschen Angebotes auf Sachwerte verzichte und dagegen Forderungsrechte gegen eine deutsche Gesellschaft mit der Garantie eines Reichsgaues erhalte. Es wird vorgeschlagen, die Forderung durch eine I. Hypothek auf den Faaler Anlagen dinglich zu sichern. Diesem Vorschlag wird von den Herren Dr. Speich und Dr. Krasting entgegengehalten, dass ein solcher Versuch schon gemacht, von den deutschen Unterhändlern aber strikte abgelehnt worden sei.

Im weiteren wird gegen die Annahme der deutschen Vorschläge geltend gemacht, dass wir uns jetzt unter einer Art Kriegspsychose unserer Rechte begeben, dass wir aber sicherlich mehr gewinnen würden, wenn wir mit der Regelung der Angelegenheit bis nach dem Kriege zuwarten würden.

Herr Dr. Speich weist diesem Einwand gegenüber daraufhin, dass Deutschland die Erledigung der Angelegenheit jetzt anstrebe. Würden die deutschen Vorschläge nicht angenommen, so ist zu befürchten, dass die Deutschen die Entschädigungssumme für Faal in den serbisch-deutschen Clearing einzahlen und es der Schweizerischen Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft überlassen, ihre Ansprüche gegen die serbische oder später jugoslawische Regierung geltend zu machen. Ob dann die Situation für die Schweizerische Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft günstiger sei, dürfte mehr als fraglich sein.

Von den Befürwortern der Vorschläge wird darauf hingewiesen, dass es unmöglich sei, die Vorteile und Nachteile im Hinblick auf die Aussichten des Kriegsausganges zu beurteilen, da das Schicksal des Territoriums von Faal ganz ungewiss sei. Unter diesen Umständen wäre es kaum zu verantworten, eine festgestellte und anerkannte Forderung an den gegenwärtigen Besitznehmer auszuschlagen, während bei der Annahme der Vorschläge in der heute festgelegten ergänzenden Formulierung keine Rechte gegen allfällige spätere Besitzer aufgegeben würden. Der Umtausch eines Sachwertes gegen eine Forderung sei allerdings bedenklich, man müsse aber beachten, dass schon unter der jugoslawischen Herrschaft das Bestreben der massgebenden Kreise dahin

gegangen sei, die Faal zu verstaatlichen und es seien sogar unsererseits entsprechende Vorschläge für die Ueberleitung des Unternehmens in die öffentliche Hand gemacht worden. Auch wenn somit die Untersteiermark wieder unter irgendeine serbische oder jugoslawische Oberhoheit falle, so sei nicht damit zu rechnen, dass Faal wieder an die Schweizerische Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft zurückgegeben werde, sondern dass wir uns immer mit einer Forderung an den Staat, in dessen Territorium Faal liegt, begnügen müssten.

Grundsätzlich sind alle Anwesenden damit einverstanden, dass die deutschen Vorschläge der bevorstehenden ordentlichen Generalversammlung vorzulegen seien, gleichgültig, ob der Verwaltungsrat zu einer Annahme oder zu einer Ablehnung gelange. Weiterhin ist der Verwaltungsrat damit einverstanden, dass über die Rechtslage ein Gutachten einzuholen sei, und zwar soll die Direktion Herrn Prof. Homberger in Bern in dieser Frage begrüßen. Endlich soll § 7 entsprechend der heutigen Diskussion womöglich noch klarer redigiert werden.

Unter diesen Vorbehalten schreitet der Präsident zur Abstimmung. Diese ergibt 6 Stimmen für die Annahme und 4 Stimmen für die Ablehnung der Vorschläge.

Der Präsident stellt im Anschluss an dieses Abstimmungsresultat fest, dass den deutschen Unterhändlern nunmehr mitzuteilen sei, der Verwaltungsrat habe mit Mehrheit beschlossen, die Verträge betreffend Faal und Steg der Generalversammlung vorzulegen unter Vorbehalt einzelner redaktioneller Ergänzungen.

[...]

Séance du 12.1.1943

[...]

Verhandlungen betreffend Faal und Steg.

Dieses Traktandum wird in Anwesenheit von Herrn Dr. Speich behandelt.

Herr Dr. Krasting erinnert zunächst an die frühern Verhandlungen mit den deutschen Unterhändlern, wobei letztere den allerdings von uns sofort kategorisch abgelehnten Standpunkt vertreten hätten, es handle sich bei der Elektrizitäts-Aktiengesellschaft Faal um eine Jugoslawische Gesellschaft mit Sitz in Belgrad, auf welche der Jugoslawische Staat einen wesentlichen Einfluss gehabt hätte, sodass es sich um ein Feindunternehmen handle. Eine allfällige Entschädigung wäre daher an die Jugoslawische Regierung zu bezahlen und die schweizerischen Interessenten müssten sich an diese halten. Unter Aufrechterhaltung dieses Standpunktes hätten sich die Deutschen indessen bereit erklärt, aus Billigkeitsgründen unserer Gesellschaft eine Entschädigung von neunzehneinhalb Millionen Schweizerfranken auszuzahlen, sofern auf weitere Ansprüche verzichtet werde. Die Ergebnisse der Verhandlungen seien in zwei Verträgen niedergelegt worden, welche dem Verwaltungsrat in seiner Sitzung vom 12. Oktober 1942 vorgelegt worden seien. Der Abfindungsbetrag von Fr. 19 500 000.– wäre darnach von der Energieversorgung Südsteiermark in effektiven Schweizerfranken geschuldet, mit 3 1/4%, beginnend vom 1. September 1941 an, zu verzinsen und in 17 Jahren zu tilgen gewesen. Lediglich zur Erleichterung der Ueberweisung der Zinsen und der Kapitalbeträge, sowie zur Ermöglichung einer beschleunigten Tilgung der Entschädigungssumme hatte sich die Energieversorgung Südsteiermark bereit erklärt, jährlich wenigstens 100 000 to Kohle aus den Wöllaner Gruben loco Grube erfüllungshalber zur Verfügung zu stellen.

In den weiteren Verhandlungen, die am 18. und 19. Dezember 1942 in Basel geführt worden seien, hätten die deutschen Unterhändler diese Zahlungsweise durch Kohlenlieferungen in erste Linie gestellt in der Weise, dass prinzipiell nur Kohle an Zahlungsstatt geliefert werde und dass eine Devisenzahlung nur dann für kurze Zeit in Frage kommen könne, wenn die Lieferung oder der Abtransport der Kohle aus innerhalb des Deutschen Reiches gelegenen Gründen länger als drei Monate vorübergehend unmöglich sei. In allen anderen Fällen komme eine Zahlung in Devisen nicht in Frage, sondern der Vertrag könne, wenn eine Einigung über die Art der Zahlung nicht zustandekomme, gekündigt werden. Unabhängig von diesen Bestimmungen sei dann noch vereinbart worden, dass die Suisselectra vom Vertrag zurücktreten könne, wenn bis zum 31. Dezember 1943 nicht wenigstens 60 000 to Kohle geliefert und in die Schweiz eingeführt worden seien.

Der Ausschuss habe in seiner letzten Sitzung vom Stand der bisherigen Verhandlungen Kenntnis genommen und festgestellt, dass die neu vorgesehene Regelung eine wesentliche Schlechterstellung unserer Gesellschaft gegenüber der frühern Vorlage darstelle, sodass eine solche Lösung nicht ohne weiteres angenommen werden könnte. Der Ausschuss sei der Meinung, dass man nach einer Lösung streben sollte, welche uns die Einnahmen aus den Kohlenlieferungen für einige Jahre als Entgelt für den Entzug der Nutzung der Faaler Anlagen sichern würde.

Herr Dr. Speich gibt darauf folgende Erklärung ab:

1. In erster Linie muss man sich darüber klar sein, dass nicht die Gesellschaft Faal,

sondern das Kraftwerk an der Drau beschlagnahmt und in das Vermögen der E. V. Süd auf Grund eines rechtskräftigen Gesetzes eingewiesen worden ist. Es handelt sich also weder um einen Verkauf noch um einen freiwilligen Akt von Schweizer Seite, sondern um eine gesetzgeberische Massnahme von den derzeitig zuständigen Organen.

Die Forderung um Rückgabe des Werkes ist endgültig abgewiesen worden.

2. Laut Gesetz kann ein Entschädigungsanspruch geltend gemacht werden, und zwar könnte er zerlegt werden in:

- a) für die Benützung und Bewirtschaftung der Anlage und
- b) für das Kraftwerk im Ganzen.

Ein Entschädigungsanspruch für Benützung und Bewirtschaftung allein ist bisher abgewiesen worden. Es würde dies auch den erlassenen Gesetzen widersprechen. Daher war es notwendig, die Ansprüche betreffend Entschädigung für die Enteignung des Werkes einzureichen.

Auf dieser Basis sind bisher die Besprechungen geführt worden.

3. Die Bedenken gegen eine solche Abmachung sind durchaus verständlich. Aber falls die Frage der Entschädigung nicht zu einer Abklärung gelangt, so bleibt die Situation wie bisher, d. h. die Gesellschaft Faal ist nicht mehr Eigentümerin des Werkes und die Suiselctra verzichtet auf einen Entschädigungsanspruch.

Wenn der Verwaltungsrat dies so beschliesst, dann sind keine weiteren Besprechungen notwendig.

4. Als Verwaltungsrat würde ich allerdings eine solche Verantwortung nicht übernehmen.

Wie ist eigentlich heute die Lage?

Militärisch ist sie noch weit davon entfernt, eine Niederlage der d. Armee in absehbarer Zukunft voraussagen zu können. Die militärischen Erfolge sind noch von keiner strategischen Bedeutung.

Die innerpolitische [sic] Lage in Deutschland ist sehr schwer zu beurteilen, namentlich für die Personen, die sich nicht regelmässig oder öfters in Deutschland aufhalten. An die Erzählungen, die man uns ab und zu hier macht, darf man nicht glauben. Ein unmittelbar bevorstehender Zusammenbruch ist kaum zu erwarten.

Es bleibt nun noch die Beurteilung der berühmten Erklärung vom 5. Januar 1943. Sie darf ebenfalls kaum wörtlich aufgefasst werden. Alle schönen Erklärungen der letzten Jahre sind bekanntlich nur so weit eingehalten worden, als sie den betreffenden Parteien von Nutzen waren.

5. Alle diese Ueberlegungen haben mich zur Ueberzeugung geführt, dass weiter verhandelt werden *muss*, und zwar ist dies leider nur möglich im Rahmen der bisherigen Besprechungen. Grundlegende Aenderungen werden namentlich im Hinblick auf die inzwischen eingeholten Genehmigungen des R. W. M. zweifellos zurückgewiesen. Dann stehen wir «vis-à-vis de rien», ohne Werk und ohne Entschädigung.

Nach meinem Dafürhalten ist es schlussendlich Sache der Generalversammlung der Aktionäre, die Entscheidung zu treffen und entweder auf eine Entschädigung zu verzichten oder einer vorübergehenden Lösung den Vorzug zu geben. Die Lösung ist nämlich vorübergehend, wenn nicht mehr weiter bezahlt wird bzw. nicht mehr weiter Kohlen geliefert werden, oder sie ist endgültig, wenn dies fortlaufend der Fall ist. Dann dürfte die zur Diskussion stehende Abmachung doch mehr oder weniger befriedigend sein.

In der Diskussion wird zunächst festgestellt, dass die Suisselectra nicht auf eine Entschädigung schlechthin verzichte, sondern sie wolle lediglich darauf verzichten, dass die Entschädigung jetzt schon in allen Punkten festgelegt werde. Wichtig sei vor allem, dass der Gegenwert der in die Schweiz eingeführten und noch einzuführenden Kohle in irgendeiner Form der Suisselectra zu Gute komme, ohne dass schon jetzt ein Vertrag für alle Zukunft abgeschlossen werden müsse. Herr Golay weist darauf hin, dass aus einem solchen jetzt schon fest abgeschlossenen Verträge die Anerkennung des Rechtsstandpunktes der Deutschen abgeleitet werden könnte, was sich für unsere Gesellschaft im Hinblick auf die bekannte Erklärung der verbündeten Nationen vom 5. Januar 1943 ungünstig auswirken könnte; schon im Hinblick darauf hält er die von deutscher Seite zuletzt gemachten Vorschläge für unacceptabel, da ihre Annahme die Lage der Gesellschaft für später sehr nachteilig präjudizieren könnte. Es wird auch auf die Ausführungen im Gutachten des Herrn Prof. Homberger verwiesen, wonach scheinbar eine Rechtsfrage vorliege, während es sich in Wirklichkeit um eine Machtfrage handle.

Auf eine Anfrage von Herrn Dr. Nüscherer weist Herr Dr. Speich auf die gesetzlichen Erlasse hin, auf welche sich die Deutschen bei ihren Massnahmen stützen und verliert auszugsweise den Erlass des Führers und Reichskanzlers vom 18. August 1941 über den Generalinspektor für Wasser und Energie, woraus sich ergebe, dass die Amtsstellen in Steiermark in Ausübung deutscher gesetzlicher Vorschriften gehandelt hätten. Herr Dr. Nüscherer will diesen Erlassen nur vorübergehenden Charakter beimessen. Nach dem Kriege werde die Rechtslage eine für uns günstigere sein, weshalb vorerst eine provisorische Regelung anzustreben sei.

Der Präsident stellt abschliessend fest, die Auffassung des Verwaltungsrates gehe dahin, dass in den weiteren Verhandlungen abgeklärt werden sollte, welches die äussersten Bedingungen seien, mit welchen sich die Deutschen einverstanden erklären könnten, wobei auch die Frage eines Provisoriums aufzuwerfen wäre. Dem Verwaltungsrat wäre dann ein endgültiger Text vorzulegen und er hätte dann zu beschliessen, ob er diesen Text der Generalversammlung zur Annahme oder Ablehnung vorlegen wolle.

Schluss der Sitzung 17.40 Uhr.

Séance du 24.2.1943

[...]

B. Verhandlungen betreffend Steg und Faal

Der Präsident gibt zunächst einen Ueberblick über die bisherigen Verhandlungen betreffend Faal und Steg. Nach dem Einmarsch der Deutschen in Jugoslawien im April 1941 wurde das in der Untersteiermark gelegene Vermögen der Faal «zu Gunsten des Reichsgaues Steiermark eingezogen und es wurde die Energieversorgung Südsteiermark in dieses Vermögen eingewiesen.» Gegen diese Massnahme haben wir, sobald sie uns bekannt geworden war, auf diplomatischem Wege und direkt Einsprache erhoben und nachgewiesen, dass die Faal materiell so gut wie vollständig in unserem Eigentum steht. Die Erledigung dieser Einsprachen wurde im gemeinschaftlichen Einverständnis ausgestellt, und es wurden durch Vermittlung der Dresdner Bank in Berlin bezw. deren Vorstandsmitglied Dr. Rasche Verhandlungen eingeleitet, welche den Zweck verfolgen, unserer Gesellschaft für die Wegnahme der Faaler Anlagen eine Entschädigung zu bezahlen. Unsererseits wurden die Verhandlungen durch Herrn Dr. Speich geführt. An einzelnen Besprechungen war auch unsere Direktion vertreten. Schon in den ersten Verhandlungsstadien hatten die Deutschen den Wunsch geäussert, auch die Steg erwerben zu wollen. Die Verhandlungen führten dann zu zwei Vertragsentwürfen, die von den beiderseitigen Unterhändlern am 18. September 1942 in Berlin paraphiert wurden. In einem ersten Vertrag zwischen der Suselectra und der Energieversorgung Südsteiermark (EV Süd) verpflichtete sich letztere «freiwillig und ohne Anerkennung irgendeiner anderweitigen Rechtsverpflichtung, an unsere Gesellschaft als Abfindung aller Ersatz- und Entschädigungsansprüche aus der Wegnahme der Faaler Anlagen einen Betrag von Schw. Fr. 19 500 000.– zu bezahlen.» Dieser Abfindungsbetrag sollte von der EV Süd in effektiven Schweizerfranken mit 3 1/4% ab 1. September 1941 verzinst und beginnend mit dem 1. Oktober 1942 durch gleichbleibende vierteljährliche Raten innerhalb eines Zeitraumes von 17 Jahren, d. h. bis 30. September 1959, getilgt werden. Lediglich zur Erleichterung der Ueberweisung der Zins- und Kapitalsraten in Schweizerfranken, sowie zur Ermöglichung einer beschleunigten Tilgung der Entschädigung war sodann vorgesehen, dass die EV Süd während der ganzen Dauer der Amortisationszeit jährlich mindestens 100 000 to Kohle aus den Wöllaner Gruben loco Grube liefern sollte, und die Suselectra hatte sich bereit erklärt, während drei Jahren diese Kohle abzunehmen, wobei für die Zeit bis 31. Dezember 1943 ein Preis von RM. 19.25 pro to festgelegt war, deren Gegenwert zum offiziellen Clearingkurs mit den von der EV Süd zu leistenden Zahlungen (Zinsen und Kapitalsraten) verrechnet werden sollte. Die Handelsabteilung des Eidgen. Volkswirtschaftsdepartementes hatte sich vorläufig für ein Jahr mit dieser Kohleneinfuhr und deren Verrechnung zu unseren Gunsten einverstanden erklärt, dagegen den Verkaufspreis so niedrig festgesetzt, dass sich die Suselectra dem Importeur gegenüber (Haniel) verpflichten musste, für die ersten 100 000 to Kohle einen Preiszuschuss von Fr. 4.– pro to zu gewähren. Bei dieser Regelung der Zahlung durch Kohle, die zuerst als zusätzlicher Natur behandelt wurde, war für den Fall, dass die Kohle nicht in genügender Menge in die Schweiz eingeführt werden könnte, vorgesehen, dass zwar die Zinsen in Schweizerfranken in Devisen weiterhin zu bezahlen gewesen wären, dass aber bezüglich der Zahlung der Kapitalsraten neue

Verhandlungen hätten eingeleitet werden müssen. Wenn diese zu keinem Ergebnis geführt hätten, so hätten beide Parteien das Recht gehabt, den Vertrag zu kündigen. In einem solchen Falle hätte unsere Gesellschaft wohl noch eine Forderung in der Höhe des ursprünglichen Schuldbetrages, abzüglich der bereits geleisteten Amortisationen, gehabt, über die weitere Verzinsung und die Abzahlung des Schuldbetrages hätten aber keine weitem Sonderbestimmungen mehr bestanden.

In einem zweiten Vertragsentwurf war der Verkauf der Steg wie folgt vorgesehen: Der bestehende Vorschuss von Schw. Fr. 6 394 462.20, Wert 31. Januar 1942, würde unverändert bestehen bleiben. Das Prioritätsaktienkapital von RM 2 660 000.– sollte zu pari in Schweizerfranken zum Kurse von 172.50 an die EV Süd verkauft werden; der daraus sich ergebende Kaufpreis von Schw. Fr. 4 588 500.– würde zu 4% verzinst und innerhalb eines Zeitraumes von 24 Jahren, d. h. bis 31. Dezember 1965, in vierteljährlichen gleichbleibenden Raten getilgt werden. Für die Stammaktien im Nennbetrage von RM. 3 720 510.– war ein Kaufpreis von RM. 4 500 000.– festgesetzt, der durch Uebergabe von nom. RM. 2 500 000.– Aktien der Rheinisch-Westfälischen Elektrizitätswerke in Essen zu tilgen wäre.

In seiner Sitzung in Chur vom 12. Oktober 1942 hat die Mehrheit des Verwaltungsrates diesen Verträgen grundsätzlich zugestimmt, immerhin unter dem Vorbehalt gewisser Klarstellungen. Ende Dezember 1942 wurden die mündlichen Verhandlungen weitergeführt, wobei nun aber von den Deutschen wesentliche Aenderungen verlangt wurden. Insbesondere wurde die Forderung aufgestellt, dass die Kohlenlieferungen für die Zahlung der Zinsen und Kapitalsraten der Faaler Entschädigung nicht mehr als bloss zusätzlicher Natur zu gelten hätten, sondern dass für die Bezahlung der Zinsen und Kapitalsraten überhaupt nur die Lieferung und Entgegennahme von Kohle in Frage kommen könnte. Nur ausnahmsweise und vorübergehend würde nun für die Zahlung von Zinsen Devisenzahlung vorgesehen. Dafür wurde uns das Recht eingeräumt, vom Verträge zurückzutreten, wenn in der Zeit bis zum 31. Dezember 1943 nicht mindestens 60 000 to Kohle in die Schweiz eingeführt würden. Wir hatten das Recht auf Rücktritt während drei Jahren verlangt, was nicht zugestanden wurde.

Im Verlaufe der weiteren Verhandlungen boten uns die Deutschen an, die Hälfte der Faaler Entschädigung, d. i. ein Betrag von Schw. Fr. 9 750 000.– dem deutschen Kreditabkommen 1942 zu unterstellen und gemäss dessen Ziff. 3 (7) in der Weise umzuschulden, dass an Stelle der EV Süd ein oder mehrere im deutschen Altreich niedergelassene neue Schuldner treten sollten. Dadurch würde dieser umgeschuldete Betrag einen ähnlichen Charakter erhalten wie ein neuer Bankkredit, d. h. er würde zur abstrakten Forderung, welche zu 3 1/4% in Devisen zu verzinsen und innert 17 Jahren in Devisen zu tilgen wäre. Ueber die Einzelheiten einer solchen Transaktion ist noch nicht verhandelt worden. Die Deutschen sind indessen der Auffassung, dass bei einer solchen Umschuldung das Rücktrittsrecht fallen gelassen werden müsse, während wir an diesem Rücktrittsrecht nach wie vor festhalten wollen.

Der Präsident führt weiter aus, der Ausschuss habe es bei der gegebenen Sachlage als angezeigt erachtet, die ganze Frage der Faaler Entschädigung einer neuen Prüfung zu unterziehen. Er habe den von den Deutschen aufgestellten Vertragsentwurf in der Weise umgearbeitet, dass er als Gegenvorschlag des Verwaltungsrates den deutschen Unterhändlern unterbreitet werden könne.

Der so aufgestellte Vertragsentwurf ist heute vormittag den in Basel wohnhaften Mitgliedern des Verwaltungsrates zugestellt worden. Er wird vom Protokollführer verlesen. Einzelne Bestimmungen geben zu grundsätzlichen Aussprachen Anlass, insbesondere auch die Zweiteilung des Entschädigungsbetrages, wobei eine Hälfte umgeschuldet werden soll. Der Präsident und Herr Golay erteilen eingehend Aufschluss über das Wesen der Umschuldung und deren rechtliche Folgen. Die umgeschuldeten Kredite werden aus dem deutschen Kreditabkommen herausgenommen und wie normale neue Bankkredite behandelt, welche nach den Vereinbarungen zwischen Gläubiger und Schuldner eingehalten werden müssen, d. h. sie werden in effektiven Schweizerfranken verzinst und zurückbezahlt.

Herr Golay erläutert sodann die finanzielle Auswirkung des als erfüllt angenommenen Vertrages, während der ersten zwei Jahre, d. h. bei Lieferung bis 31. Dezember 1944 von mindestens 120 000 t Kohle. Als Gegenwert der Kohle würden

eingehen Fr. 3 927 000.-

und als Zahlungen auf der umgeschuldeten Hälfte des

Abfindungsbetrages ” 2 296 000.-

Total somit Fr. 6 223 000.-

Davon käme zu Gunsten von Haniel in Abzug ein Betrag von

Fr. 4.- pro to auf 100 000 to = ” 400 000.-

sodass der Gesellschaft netto Fr. 5 823 000.-

verbleiben würden.

Der Präsident bemerkt zum Abschluss der Eintretensdebatte, dass sich der Ausschuss keinerlei Illusionen hingebende. Wir verhandeln in einer Zwangslage. Der Ausschuss sei der Meinung, der Verwaltungsrat solle wenigstens den Versuch machen, bei den weiteren Verhandlungen ein relatives Optimum für unsere Gesellschaft herauszuholen. Der Ausschuss stelle daher mit 3 gegen 1 Stimme dem Verwaltungsrat den Antrag, es sei dem vorgelegten Vertragsentwurf betreffend die Abfindung für die Wegnahme der Anlagen der Elektrizitäts-Aktiengesellschaft Faal zuzustimmen und es sei die Geschäftsleitung zu ermächtigen, diesen Entwurf an die deutschen Unterhändler weiterzuleiten und ihn zur Grundlage weiterer Verhandlungen zu machen. Die Minderheit des Ausschusses werde Gelegenheit haben, ihre von diesem Antrag abweichende Auffassung im Verlaufe der Diskussion geltend zu machen.

In der nun einsetzenden Diskussion, an welcher sich alle Anwesenden beteiligen, werden ausser den schon in der Eintretensdebatte behandelten besondern Fragen noch folgende Ergänzungen des Vertragsentwurfs beschlossen:

1.) Ueberall, wo von Schweizerfranken die Rede ist, ist das Wort «effektiv» voranzustellen, sodass die Währungs Klausel durchwegs lautet: «effektive Schweizerfranken».

2.) In § 6 wird dem Absatz 5 folgender neuer Satz beigefügt:

«Kommt innerhalb von drei Monaten nach einer Kündigung gemäss Absatz 5 hievore keine Einigung über eine Neuregelung der Zahlungsmodalitäten zustande, so wird die ganze gemäss § 2 Absatz 2 geschuldete Hälfte des Abfindungsbetrages (Kohlenhälfte), soweit sie noch nicht bezahlt worden ist, zur Zahlung in effektiven Schweizerfranken fällig.»

3.) In § 10 wird nach der Bedingung 2 folgende neue Bedingung eingeschaltet, wodurch die Bedingungen 3–5 die Ziffern 4–6 erhalten: «3.) dass die Umschuldung der in § 2 Absatz 4 genannten Hälfte des Abfindungsbetrages, d. h. des Betrages von

effektiven Schw. Fr. 9 750 000.– (neun Millionen siebenhundertfünfzigtausend effektiven Schweizerfranken) tatsächlich rechtsverbindlich durchgeführt ist,»

Der so bereinigte Vertragsentwurf liegt diesem Protokoll als Beilage bei.

Mit Ausnahme von Herrn Dr. Nüscheler, dessen Votum unten wiedergegeben ist, geben sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrates ihrer Auffassung dahin Ausdruck, dass der vorgelegte Vertragsentwurf das Optimum dessen sei, was in den weiteren Verhandlungen mit den deutschen Unterhändlern erwartet werden könne, wobei man sich allseits bewusst ist, dass die Deutschen möglicherweise die Verhandlungen abbrechen könnten, sofern ihnen unsere Forderungen als nicht annehmbar erschienen. Anerkannt wird, dass beim Zustandekommen eines Vertrages auf der vorgesehenen Basis ein Zustand geschaffen würde, welcher unserer Gesellschaft beachtliche Geldmittel einbringen könnte und dass, wenn es sich in den nächsten zwei Jahren zeigen sollte, der status quo ante wieder hergestellt werden könnte, d. h. nicht der Status unserer frühern Nutzung und unseres Eigentums an der Zentrale, sondern der Status von jetzt, dem Datum der im vorstehenden Protokoll festgehaltenen Verwaltungsrats-sitzung.

Von Herrn Zahn wird noch die Frage aufgeworfen, ob es nicht als angezeigt erscheine, die restlichen 12 1/2% des Aktienkapitals Faal, welche sich bei einer kroatischen Bank befinden, zu erwerben, um zu vermeiden, dass die Minderheit uns später aus unserm Vertrag regresspflichtig erklären könnte. Herr Dr. Jselin verweist demgegenüber auf die Vorteile, die damit verbunden sein könnten, dass ausser uns als (schweizerischer) Aktionär noch jugoslawische Aktionäre vorhanden wären. Herr Vischer sieht diese Aktienfrage nicht für entscheidend an; wir werden nicht als Aktionär entschädigt, sondern als Vorschussgeber. Ein Beschluss wird nicht gefasst, sondern es soll vorerst noch die weitere Entwicklung der Angelegenheit abgewartet werden.

Herr Dr. Nüscheler begründet als Minderheit des Ausschusses seine Ansicht wie folgt:

Er verkennt nicht die Vorteile, welche der neue Entwurf eines Vertrages mit den deutschen Behörden betr. Faal und Steg aufweist gegenüber dem Vertrag, der in Chur vorgelegt wurde; aber er hat dennoch schwerwiegende Bedenken rechtlicher und materieller Natur.

1. Was die Rechtslage anbelangt, so hätte er es vorgezogen, wenn man den von ihm vorgeschlagenen Prof. Sauser-Hall um ein Gutachten ersucht hätte, da er nicht nur die Theorie des Völkerrechtes kennt, sondern auch mit der Praxis und der Entwicklung des Rechts während und nach dem letzten Weltkrieg von seiner Tätigkeit im Politischen Departement her vertraut ist. Die von Herrn Prof. Homberger zitierten Bestimmungen der Haager Konvention von 1909 berücksichtigen nicht genügend die seitherige Entwicklung des Völkerrechtes, sowie die Praxis, die von allen kriegführenden Staaten infolge der grössern Bedeutung des Wirtschaftskrieges mehr oder weniger befolgt wird.

2. Im vorliegenden Fall handelt das Deutsche Reich nicht als Besetzungsmacht im feindlichen Gebiet, sondern als rechtmässige Staatsgewalt, welche die ihm durch den Frieden von St. Germain entzogenen Gebiete, darunter, wie im Erlass des Führers gesagt wird, die «befreiten Gebiete der Untersteiermark», wieder an sich nimmt und die nach deutscher Auffassung als legitime Rechtsnachfolgerin des jugoslawischen Staates auftritt. In der Antwort, welche die deutschen Behörden auf unsere erste

Einsprache erteilten, erklärten sie, dass sie Anhaltspunkte für die Annahme hätten, Faal sei Eigentum des jugoslawischen Staates, oder stehe ihm so nahe, dass es in Wirklichkeit als Staatsvermögen anzusehen sei. In diesem Falle ist es klar, dass das Deutsche Reich, bzw. die von ihm bestellte Behörde, das Recht beanspruchte, Faal als jugoslawisches Staatsvermögen einzuziehen und der von ihm errichteten Dienststelle zuzuweisen. An dieser Auffassung haben aber nach unserm Protest die deutschen Kaufsverhandlungen sowie die uns angebotene Abfindung, also eine Leistung, zu der die deutsche Behörde niemals bereit gewesen wäre, wenn sie an der Auffassung festgehalten hätte, dass es nicht unser Privateigentum sei, ferner das Verlangen, den Vertrag mit uns durch eine Generalversammlung der Aktionäre von Faal genehmigen zu lassen. Wenn der Eintrag zu Gunsten der Energieversorgung Südsteiermark im Grundbuch noch nicht gelöscht wurde, so ist dies im Hinblick auf die mit uns schwebenden Kaufs-, bzw. Abfindungsverhandlungen ohne weiteres verständlich und erklärlich.

3. Aber auch bei Anerkennung unseres Eigentumsrechts hat das Deutsche Reich wie die Regierungen aller kriegführenden Staaten das Recht, alle auf seinem Gebiete gelegenen kriegswirtschaftlich wichtigen Unternehmungen, gleichgültig, ob sie Inländern oder Ausländern, Feinden oder Nicht-Feinden gehören, in Zwangsverwaltung zu übernehmen. Nach diesem Grundsatz handeln und handelten schon während des ersten Weltkrieges Grossbritannien, Frankreich und Deutschland, und die Vereinigten Staaten sind ihnen gefolgt. Ich kann auf das Buch von Sauser-Hall «Les traités de paix et les droits des neutres» verweisen sowie u. a. auf die Verhandlungen im Kongress der Vereinigten Staaten. Was Deutschland anbelangt, so verweise ich auf den in der Frankfurter Zeitung vom 14. Februar dieses Jahres erschienenen Artikel «Die Behandlung feindlichen Vermögens», in dem klar gesagt wird, dass von einer Liquidierung feindlicher Unternehmen oder von einer Enteignung feindlichen Eigentums keine Rede ist und so lange keine Rede sein werde, als nicht der Feind zur Vergeltung zwingt. Folglich scheidet damit schweizerisches Eigentum für eine Enteignung aus. Beigefügt werde aber, dass insbesondere Unternehmen, bei denen auf Grund des Eigentumsrechts oder in sonstiger Weise ein feindlicher Einfluss bestehe, unter Verwaltung bzw. Zwangsverwaltung gestellt werden können. Diese Verwaltung bezweckt, den feindlichen Einfluss «abzuschirmen» und das Unternehmen den Kriegszwecken des Staates nutzbar zu machen. Bei der Faal waren die Voraussetzungen für eine Zwangsverwaltung umso mehr vorhanden, als der Sitz der Gesellschaft in Belgrad ist, der Verwaltungsrat in der Mehrheit aus Jugoslawen bestand und dem Direktor eine deutsch-feindliche Einstellung schon vor dem Kriege vorgeworfen wurde. Proteste nützen in solchen Fällen nichts; sie verderben mehr. Unter den gleichen Voraussetzungen hätte auch jeder andere kriegführende Staat den Gesellschaftsorganen ihre Befugnisse entzogen und das Unternehmen unter Zwangsverwaltung gestellt. Laut den amerikanischen Gesetzen genügt hiefür der blosser Verdacht einer Kontrolle durch feindliche Einflüsse.

Was den in der Sitzung des Verwaltungsrates in Chur zitierten Erlass des Führers und Reichskanzlers vom 29. Juli 1941 anbelangt (das damals erwähnte Datum vom 18. August 1941 ist der Tag der Veröffentlichung in der Untersteiermark), so muss ich feststellen, dass dieser Erlass keine einzige Bestimmung enthält, welche die deutschen Behörden ermächtigen würde, eine Enteignung vorzunehmen, wenn es sich um

Privateigentum handelt. Zweck des Erlasses ist «die Bestellung eines Generalinspektors für Wasser- und Energiewirtschaft» mit dem Auftrage, «den Energieausbau und die Energie- und Wasserwirtschaft mit Rücksicht auf die Kriegserfordernisse und die Notwendigkeit einheitlicher Planung im grossdeutschen Raum zu führen und neu zu ordnen.» Die Befugnisse des Generalinspektors ergeben sich aus einem schon am 13. Dezember 1935, also fast 4 Jahre vor Ausbruch des Krieges, erlassenen Gesetz. Sein Geltungsbereich umfasst «den grossdeutschen Raum», also ausser dem Altreich und den eingegliederten Ostgebieten auch Böhmen, Mähren, das Elsass, Lothringen, sowie die *befreiten Gebiete der Untersteiermark*, Kärnten und Krain, wo «er die Energie- und Wasserwirtschaft im Einvernehmen mit den die Reichsgewalt ausübenden Stellen führt und ordnet.» Die die Reichsgewalt ausübende Stelle, also im Falle Faal der Chef der Zivilverwaltung für die Untersteiermark, hat «die *Energie- und Wasserwirtschaftspolitik des Generalinspektors*» «*sicherzustellen*». Diese Sicherstellung ist in der Weise erfolgt, dass die Verwaltung der Elektrizitätsversorgung Südsteiermark zugewiesen wurde. Die Frage des Eigentumsrechts wird dadurch nicht berührt. So wie die Rechtslage heute ist, haben wir unbestreitbar gegenüber deutschen oder jugoslawischen Dienststellen das Recht, nach dem Kriege die Freigabe zu verlangen, und, während der Krieg dauert, solange das Unternehmen wirtschaftlich von der Zwangsverwaltung betrieben und im Interesse des Staates genützt wird, das Recht, eine Entschädigung zu fordern. Die in der Churer Sitzung aufgestellte Behauptung, dass eine Entschädigungspflicht dem Gesetze widerspreche, ist nicht belegt worden und ist auch nicht logisch. Wenn das Reich das früher österreichische Gebiet, die Untersteiermark, in der wir die Anlagen 1912–1913 erstellten, wieder an sich zieht, so haben auch wir logischerweise das Recht, die Rückgliederung von Faal zu Steg, deren Eigentümerin wir heute sind, zu verlangen, wenn nicht jetzt, so doch nach Friedensschluss. Das deutscherseits vorgebrachte Argument, man würde gegebenenfalls eine Entschädigung in das deutsch-serbische Clearing einzahlen, ist nicht ernst zu nehmen und ist jedenfalls nur gebraucht worden, um auf den Kaufpreis, das ist die Höhe der Abfindung an uns, zu drücken. Wir hätten die Frage aufwerfen können, ob das Reich auch die Erträge in den zurückgegliederten Gebieten Elsass und Posen errichteten Fabriken, die nunmehr infolge des Wiederanschlusses dieser Länder im deutschen Staatsgebiet liegen, in das deutsch-französische bzw. das deutsch-polnische Clearing einzahlen lasse.

Wenn die seitens der deutschen Behörden im Vertrag aufgezählten Leistungen eingehalten werden, dann werden wir innert 2 Jahren gewiss beachtliche, sich auf einige Millionen Franken belaufende Beträge empfangen. Die Frage ist nur, wie hoch wird nach zwei Jahren der Wert des Restes der Kaufs- bzw. Abfindungssumme zu berechnen sein. Dagegen entgehen uns zwei wertvolle Elektrizitätswerke, von denen Faal uns längere Zeit Fr. 1 600 000.– jährlich und hernach Fr. 1 000 000.– jährlich überwies, während 3 1/4% von Fr. 19 500 000.– nur Fr. 633 750.– ergeben, wovon der Verlust auf den Kohlen in Abzug zu bringen sein wird. Wenn aber der Vertrag nicht mehr eingehalten werden kann, infolge von Ursachen, die wir heute nicht vorhersehen können, wie stellt sich dann die Lage? Es ist gesagt worden, wir kündeten einfach den Vertrag und der Status quo ante wird wieder hergestellt. Wir wissen aber nicht, wie die Verhältnisse dannzumal sein werden, wenn das Deutsche Reich die Untersteiermark behält. Sicher ist nur, dass wir die Steg, über die wir mehr oder weniger die Kontrolle

ausüben, verlieren und eine verhältnismässig kleine Aktienbeteiligung in einer im Ruhrgebiet gelegenen Elektrizitätsgesellschaft besitzen werden. Würde aber die Untersteiermark mit der Faal unter die jugoslawische oder kroatische Botmässigkeit fallen, dann kann im ersteren Fall die jugoslawische Regierung berechtigt sein, alles innerhalb ihrem Gebiete liegende deutsche Staatseigentum zu übernehmen, also auch Faal, dessen Eigenschaft als Staatseigentum aus dem Vermerk im Grundbuch hervorgeht. In Chur ist schon auf die Erklärung der Alliierten verwiesen worden. Ich mache indessen darauf aufmerksam, dass diese Erklärung keine Verpflichtung involviert, sondern nur einen Grundsatz aufstellt, dessen Anwendung voraussichtlich vollständig in das Ermessen der hiefür zuständigen alliierten Regierung gestellt werden wird. Im vorliegenden Falle würden aber beide Regierungen, sowohl der jugoslawische Staat als auch das deutsche Reich ein Interesse daran haben, dass die Eigenschaft von Faal als Staatseigentum bestehen bleibt und uns darauf verweisen können, dass wir für die Abtretung bereits eine Abfindung in Form von Kohlen, Barüberweisungen und Zession von Forderungen an deutsche, als erstklassig bezeichnete, uns genehme Schuldner erhalten hätten. Das Deutsche Reich hätte ein Interesse daran, sich auf diesen Standpunkt zu stellen, falls ihm eine Kriegsentschädigung auferlegt würde, weil es damit den Wert von Faal verrechnen könnte. Und der jugoslawische Staat hätte ein Interesse daran, weil ihm auf Rechnung seiner Entschädigungsansprüche wertvolle Anlagen sogleich überwiesen werden könnten. Meinen Bedenken könnte einigermassen Rechnung getragen werden, wenn Suisselectra eine I. Hypothek von Fr. 19 500 000.– für Kapital und Zinsen von Faal eingeräumt würde. Aber es würde uns dies nicht schützen gegen die Folgen einer Währungsabwertung.

Noch mehr ist der Sprechende gegen den vorgesehenen Tausch unserer Steg-Stammaktien gegen Aktien der Rheinisch-Westfälischen Elektrizitätswerke, weil er die im Ruhrgebiet gelegenen Elektrizitätsanlagen für mehr gefährdet hält, als diejenigen in der Untersteiermark. Unsere heutige Rechtslage, sowohl was Steg als auch was Faal anbelangt, ist klar und einwandfrei. Da er unter dem Eindrucke ist, dass die bisherigen Verhandlungen der Rechtslage nicht im wünschenswerten Masse Rechnung getragen haben, so würde er sie lieber nicht fortsetzen. Dagegen wäre er dafür, dass wir uns mit dem deutschen Minister in Bern in Verbindung setzen und versuchen, für die Dauer der Zwangsverwaltung von Faal eine angemessene Entschädigung zu erhalten. Eine solche Entschädigung würde unsere Rechte nicht präjudizieren. Steg, das eine befriedigende Rendite aufweist, sollten wir nicht fahren lassen gegen Aktien, deren Wert wir nicht genau genug kennen.

In längerer Rede und Gegenrede werden die Ausführungen des Herrn Dr. Nüscherer diskutiert, wobei alle anderen Mitglieder des Verwaltungsrates der Meinung Ausdruck geben, dass sie die Ansichten des Herrn Dr. Nüscherer über die bei Faal heute bestehende völker- und staatsrechtliche Ausgangsgrundlage nicht für zutreffend halten. Es sei müssig, zu behaupten, wir verhandelten über einen Verkauf von Faal. Der Verwaltungsrat ist geschlossen (ausser Dr. Nüscherer) der Ansicht, dass wir auf Grund der heutigen Verhältnisse nicht wie ein freier, gleichberechtigter Vertragspartner zu verhandeln in der Lage sind. Unser Gegenvorschlag eröffnet, wie der Präsident zusammenfassend ausführt, gewisse Aussichten auf eine verbesserte Abfindung für unsere Schäden. Sollte der Krieg zu Ungunsten Deutschlands ausgehen, so müssten wir dem staatlichen Rechtsnachfolger Deutschlands für das Gebiet der Unter-

steiermark (Jugoslawien rediviva, Kroatien, neue Donaumonarchie etc.) gegenüber, in Verbindung mit der Erklärung der Alliierten vom 5. Januar 1943, unsere alten Rechte verteidigen. Der heutige Gegenvorschlag stellt einen praktischen Ausweg aus einem schweren Dilemma dar, den der Verwaltungsrat verantworten kann und der auch die Zustimmung (und Autorschaft) des grössern Teils der bisherigen «Opposition» für sich hat. Demgegenüber ist auch die Anregung, mit der deutschen Gesandtschaft in Bern in Fühlung zu treten, nicht aufnehmbar; sie wird von niemand im Verwaltungsrat unterstützt.

Hierauf beschliesst der Verwaltungsrat einstimmig, unter Stimmenthaltung des Herrn Dr. Nüscherer, die Geschäftsleitung zu ermächtigen, den vorgelegten Vertragsentwurf mit den beschlossenen Ergänzungen den deutschen Unterhändlern auszuhändigen, mit der Erklärung, dass der Verwaltungsrat bereit wäre, einen solchen Vertrag, vorbehältlich der Zustimmung der Generalversammlung der Aktionäre, abzuschliessen. Was die Steg anbetrifft, so ist der Verwaltungsrat mit dem Ausschuss der Auffassung, dass auch dieser Vertragsentwurf nocheinmal einer Prüfung unterzogen werden sollte, wobei besonders auch die Frage zu prüfen wäre, ob nicht ein Rücktritt vom Faaler Vertrag sich in gleicher Weise auch auf den Steg Vertrag auswirken sollte.

Anschliessend weist der Präsident noch darauf hin, dass die Verhandlungen mit der Gegenpartei bisher in sehr verdienstvoller Weise durch Herrn Generaldirektor Dr. Speich geführt worden seien, wofür diesem grosser Dank gebühre. Es entspreche nun aber auch der Auffassung des Schweizerischen Bankvereins, dass die Verhandlungen inskünftig in der Hauptsache durch die berufenen Organe der Suselectra direkt geführt werden sollen, und zwar durch eine noch zu bestimmende Delegation des Verwaltungsrates in Verbindung mit der Direktion.

Der Verwaltungsrat schliesst sich dieser Auffassung an und beschliesst, gemäss § 20 der Statuten, die weiteren Verhandlungen mit den deutschen Unterhändlern einem besondern Ausschuss zu übertragen, in welchen neben der Direktion die Herren Präsident Dr. J. Alfred Meyer und Maurice Golay delegiert werden.

Herrn Dr. Speich wird für seine bisherigen Bemühungen und die grosse Arbeit, die er für unsere Gesellschaft bei den Verhandlungen mit den Deutschen geleistet hat, der beste Dank ausgesprochen.

Schluss 17.30 Uhr

Séance du 2.6.1943

[...]

1. Protokoll

Jedes Mitglied hat eine Ausfertigung des Protokolls der letzten Sitzung vom 24. Februar 1943 erhalten. Herr Dr. Jselin hat schriftlich beanstandet, dass das Votum des Herrn Dr. Ed. Nüscheler in extenso wiedergegeben wurde, während die übrigen Voten nur summarisch erwähnt seien. Er ist der Ansicht dass alle Mitglieder des Verwaltungsrates in Bezug auf die Protokollierung gleich behandelt werden sollten.

Ueber diese Frage entspinnt sich eine eingehende Diskussion, auf Grund deren gemäss dem Antrag des Präsidenten beschlossen wird: es werden inskünftig die Anträge und ihre Begründung ausführlich ins Protokoll aufgenommen; aus der Diskussion der einzelnen Mitglieder werden die Hauptgedanken zusammengefasst, in der Regel ohne Nennung des Votanten des einzelnen Gedankens; schliesslich werden die gefassten Beschlüsse festgehalten.

Im übrigen genehmigt der Verwaltungsrat das Protokoll der 63. Sitzung vom 24. Februar 1943.

2. Verhandlungen betreffend Faal und Steg

Der Präsident teilt eingangs mit, dass er mit Rücksicht auf die Wichtigkeit des zur Behandlung vorliegenden Geschäftes und auf die grosse Tragweite des Beschlusses, den der Verwaltungsrat in der heutigen Sitzung zu fassen haben werde, sein Referat schriftlich niedergelegt habe. Er trägt es vor, in der Meinung, dass es im Protokoll wiederzugeben sei:

I.

In der Sitzung des Verwaltungsrates vom 12. Oktober 1942 in Chur hatte der von einer deutschen Delegation und für die Schweiz von Herrn Generaldirektor Dr. Speich am 18. September 1942 in Berlin paraphierte Text der Verträge über die Abfindung für Faal und den Verkauf Steg die Grundlage der Beratungen gebildet. Damals beschloss der Verwaltungsrat mit 6 gegen 4 Stimmen, diese Verträge anzunehmen, unter Vorbehalt gewisser redaktioneller Verbesserungen und in der Meinung, dass die Verträge der damals bevorstehenden ordentlichen Generalversammlung Suselectra 1941/42 zur Annahme zu unterbreiten wären. Die in Chur gewünschten Abänderungen wurden der deutschen Seite schriftlich mitgeteilt, doch kam darauf nie eine schriftliche Antwort. Die Vorlegung der Verträge an der ordentlichen Generalversammlung Suselectra vom 27. Januar 1943 wurde deswegen unterlassen. Erst anfangs Februar 1943, gemäss Aktennotiz des Herrn Dr. Speich vom 8. Februar 1943, nahm Deutschland die Fühlung mit uns praktisch wieder auf, indem es die von uns gewünschten Aenderungen ablehnte, andererseits als Novum die Möglichkeit einer teilweisen Umlegung der Abfindungssumme auf Drittschuldner in Aussicht stellte. Hieraus ergaben sich während des ganzen Monats Februar 1943 weitere Verhandlungen zwischen dem Vertreter des Schweizerischen Bankvereins, Herrn Dr. Speich, und verschiedenen Vertretern der deutschen Interessen.

In der Generalversammlung vom 27. Januar 1943 zog sich Herr Dr. Max Staehelin vom Präsidium und aus dem Verwaltungsrat Suselectra zurück und wurde der

Sprechende neu zum Präsidenten gewählt. Im Laufe des Monats Februar bat Herr Dr. Speich, von der weiteren Bearbeitung der ihm – als Nichtmitglied des Verwaltungsrates Suselectra – etwas ferner stehenden Angelegenheit entbunden zu werden. Der Verwaltungsrat musste diesem Wunsche, dessen Berechtigung aus verschiedenen rein sachlichen Gründen gegeben war, stattgeben, was er nur mit grossem Bedauern und unter bester Verdankung der ausserordentlich wertvollen Arbeit des Herrn Dr. Speich tat.

Der inzwischen teilweise neu bestellte Ausschuss des Verwaltungsrates (Eintritt der Herren Golay, Perrochet und, einige Monate vorher, Meyer) verfasste im Laufe des Februar einen Gegenentwurf zu den damals vorliegenden frühern Fassungen, insbesondere zum paraphierten Text vom 18. September 1942. Eine neue Redaktion schien schon deswegen notwendig, weil die von deutscher Seite angeregte Umschuldung, für die man summenmässig inzwischen eine Festsetzung auf die Hälfte der Abfindung, d. h. auf sFr. 9 750 000.–, hatte erreichen können, an sich allein die Umarbeitung etwa der Hälfte aller Bestimmungen des Vertrages bedingte. Dazu kam, dass der Ausschuss auf eine gewisse Anlaufzeit nicht verzichten wollte, die die deutsche Seite nur alternativ zur Umschuldung – d. h. entweder Anlaufzeit oder Umschuldung, aber nicht beides zusammen – gewähren wollte. Sodann schien dem Ausschuss empfehlenswert, die dingliche Verbundenheit zwischen der zu zahlenden Abfindung, insbesondere zwischen der Hälfte dieser Abfindung, die nicht umgeschuldet wurde, d. i. der sogenannten Kohlenhälfte, und der uns weggenommenen Zentrale Faal zu wahren. Der Gegenentwurf sah in dieser Beziehung vor, dass für die Dauer der Anlaufzeit eine negative Hypothekenklausel ins Grundbuch einzutragen wäre, an deren Stelle eine erstrangige Hypothek zu kommen hätte, sobald der Vertrag nach Ablauf des Provisoriums endgültig in Kraft träte. Endlich schien zweckmässig, den juristischen Gehalt des Rücktrittsrechtes, das Suselectra während der Anlaufzeit unter gewissen Voraussetzungen zustände, sowie das sogenannte Kündigungsrecht, das in der spätern definitiven Phase des Vertrages Faal hinsichtlich der Zahlungsmodalitäten unter gewissen Umständen gegeben wäre, klarer herauszuarbeiten.

Mit diesen Neuerungen bereinigte und genehmigte der Verwaltungsrat in seiner Sitzung vom 24. Februar 1943 einstimmig, unter einer Enthaltung, den Gegenentwurf des Ausschusses, in der Meinung, er sollte als Gegenofferte an die deutschen Stellen weitergeleitet werden, wobei entweder dieser Text oder ein darauf aufbauender, mit der deutschen Seite letzten Endes zu vereinbarender Text der Generalversammlung der Aktionäre Suselectra zur Genehmigung zu unterbreiten wäre. Der Verwaltungsrat bestellte am 24. Februar 1943 zur Führung der weiteren Verhandlungen eine besondere Delegation aus den Herren M. Golay, Mitglied des Ausschusses, Direktor Dr. Krasting und dem Sprechenden. Soweit die Verhandlungen im Ausland zu führen waren, ergab sich in der Folge, um dies hier vorweg zu nehmen, insofern eine Einschränkung dieser Delegation, als der Direktor keine deutsche Einreisegenehmigung erhalten konnte und dass Herr Golay den verständlichen Wunsch hatte, mehr im Hintergrund zu bleiben, wobei er den Sprechenden jederzeit in freundschaftlicher Weise mit seinem klaren Urteil unterstützte. Die Auslandsverhandlungen mussten daher vom Präsidenten des Verwaltungsrates allein geführt werden. Er hat über ihr Ergebnis am 27. Mai 1943 dem Ausschuss berichtet und ergreift heute die Gelegenheit, dem Verwaltungsrat selbst Rechenschaft abzulegen.

Vorher sei noch von einer Zwischenphase gesprochen. Am 10. März 1943 übergaben in meinem Büro in Zürich der Sprechende und Herr Dr. Krasting Herrn Dr. Rasche, Sprecher des Vorstandes der Dresdner Bank, Berlin, der sich zu diesem Zwecke dort eingefunden hatte, und der, wie bekannt, schon bisher der Verhandlungsintervenient auf deutscher Seite gegenüber unserer früheren Vertretung gewesen war, den Gegenentwurf des Verwaltungsrates vom 24. Februar 1943. Vor allem hatten wir Herrn Dr. Rasche auf seinen sofort geäußerten Wunsch die Gründe für die eingetretene personelle Veränderung in der schweizerischen Verhandlungsdelegation zu erläutern, sodann unser Postulat betreffend Herstellung der hypothekarischen Sicherung, endlich unser Verlangen, dass trotz dem in der Umschuldung liegenden materiellen Fortschritt die Schweiz auf eine Anlaufzeit nicht verzichten könnte. Im Abtreten der Herren Dr. Speich und Dr. Staehelin hatte die deutsche Seite, wie Dr. Rasche sagte, eine Abkehr der schweizerischen Seite vom Verhandlungswillen feststellen zu müssen geglaubt. Wir erklärten diesen Eindruck für unrichtig. Herr Dr. Staehelin hätte sich vom Präsidium und vom Verwaltungsrat zurückgezogen, um sich angesichts seiner sonstigen starken Beanspruchung durch das Präsidium des Bankvereins zu entlasten. Herr Dr. Speich habe als dasjenige Mitglied der Generaldirektion des Schweizerischen Bankvereins, das die deutschen Interessen der Bankvereinigung vorwiegend zu betreuen hat und das bisher immer in der Lage war, nach Deutschland und in die Länder unter deutschem Machtbereich zu reisen, ursprünglich in verdankenswerter Weise die Wahrung der durch die Wegnahme des Elektrizitätswerkes Faal schwer getroffenen Interessen der Suisselectra gegenüber den deutschen Stellen übernommen. Aus dieser Intervention des Herrn Dr. Speich sei dann die bekannte Kette von Verhandlungen und Vertragsentwürfen entstanden, die zuletzt am 12. Oktober 1942 in Chur die Grundlage für den prinzipiell zustimmenden Beschluss des Verwaltungsrates bildeten. Die seitherige Entwicklung habe insofern eine weitere Kristallisierung im Verhandlungssystem gebracht, als nun offiziell der Verwaltungsrat Suisselectra die Sache in die Hand genommen habe. Dieser stelle die gesetzlich und statutarisch berufene Stelle dar, der auch die Verantwortung gegenüber der Generalversammlung der Aktionäre zufalle. Die wertvolle Mitarbeit des Herrn Dr. Speich bilde die Grundlage, auf der der Verwaltungsrat nun durch eine von ihm bestellte Verhandlungsdelegation mit der deutschen Seite die Schlussverhandlungen zu pflegen wünsche. Irgend eine Auslegung in der Richtung von Obstruktion, wie Herr Dr. Rasche dies hatte durchblicken lassen, sei somit verfehlt. In der Konferenz vom 10. März 1943 im Büro des Sprechenden erklärte sich Herr Dr. Rasche von diesen Aufschlüssen befriedigt und überzeugt. Es war daher für uns eine peinliche Ueberraschung, als in der Folge sowohl durch Herrn Dr. Speich als durch verschiedene Kanäle von deutscher Seite sichtbar wurde, dass unsere Erklärungen nicht als stichhaltig betrachtet wurden. Herr Dr. Speich machte mich darauf aufmerksam, dass seine Verhandlungen nicht nur Vorarbeit gewesen wären, sondern dass auch sie offiziellen Charakter gehabt hätten, nachdem er mit Deutschland auf Grund von Texten verhandelt hätte, die in Sitzungen in Basel unter dem Vorsitz des Herrn Präsidenten Dr. Staehelin und in Gegenwart der Herren Perrochet und Krasting beschlossen worden wären. Dies war mir, als ich Herrn Dr. Rasche am 10. März 1943 die vorgenannten Aufschlüsse gab, nicht bekannt gewesen, sodass ich Anlass nahm, sowohl die formale Qualifizierung der Mitarbeit des Herrn Dr. Speich als offizielle Verhandlungen ausdrücklich

anzunehmen, wie auch sie den deutschen Stellen in der Folge in Wien in diesem Sinne zu bestätigen. Ich trete ausführlich auf diese Angelegenheit ein, weil vorübergehend gewisse Missverständnisse vorzuliegen schienen und weil es bedauerlich wäre, wenn einer allfälligen Tendenz unseres Verhandlungsgegners, entsprechend bewährter politischer und militärischer Taktik in unsere Reihen Uneinigkeit und Spaltung zu bringen, dadurch Vorschub geleistet worden wäre.

Doch kehren wir zurück zum 10. März 1943. Herr Dr. Rasche sagte in der mehrstündigen Besprechung, während der wir den Gegenentwurf des Verwaltungsrates in allen Einzelheiten durchnahmen, dass er den Eindruck von einem vollkommen neuen Vertragswerk hätte. Zwar gab er unsern Einwand als berechtigt zu, dass durch die Umschuldung der halben Abfindung weitgehende Aenderungen notwendig wurden. Im Verlangen nach der Herstellung des dinglichen Konnexes aber sah er eine Gefahr des endgültigen Scheiterns der Verhandlungen. Dr. Rasche wies erneut darauf hin, dass neben der Umschuldung der Hälfte, die ein Entgegenkommen der Reichsstellen bedeutete, kein Platz wäre für eine Anlaufzeit, wengleich er zugeben müsste, dass auch ihm banktechnisch und generalversammlungstaktisch an sich sowohl Hypothek wie Anlaufzeit wertvoll erschienen. In unserm Gegenentwurf waren weggelassen die Schiedsgerichtsklausel, die kompliziert und keine grosse Bedeutung zu haben schien, und vor allem die Klausel, die von deutscher Seite stammte, wonach Suisselectra in gewissem Sinne den Deutschen eine Garantie für die Zeit nach dem Krieg gegen mögliche völkerrechtliche Folgen ihres Vorgehens in Faal hätte geben sollen. Am Schluss der Besprechung gegenüber dem bisherigen Entwurf wäre soviel geändert, nicht zuletzt auch durch Weglassungen, dass er eine Verständigung auf der Basis des Gegenentwurfs des Verwaltungsrates für unsicher hielt. Dr. Rasche verliess uns mit der Erklärung, dass er den Gegenentwurf des Verwaltungsrates nunmehr mit EV Süd, dem Reichswirtschaftsministerium und der Reichsbank besprechen würde. Zum Entwurf des Verwaltungsrates würde offiziell Stellung genommen werden, und in den noch offenen einzelnen Fragen würden wir deutsche Redaktionsvorschläge erhalten.

Die auf die Konferenz vom 10. März folgenden zwei Monate waren ausgefüllt mit sovielen hin- und hergehenden Nachrichten, Ablehnungen, falschen Auslegungen und einigemal unfreundlichen, wenn auch in korrekter Form angebrachten Erklärungen, dass wir eine zeitlang den Eindruck hatten, die schweizerische Gruppe wäre Zielscheibe eines höchst persönlichen Nervenkrieges. Unsere Erklärung der Aenderung der personellen Struktur der schweizerischen Verhandlungsdelegation wurde ignoriert, und es wurde mehrfach wieder behauptet, wir hätten uns praktisch von den Verhandlungen zurückgezogen. Solche Meldungen kamen durch einzelne Organe des Schweizerischen Bankvereins und direkt an den Sprechenden von Berlin her, sodann durch die Kohlenhandelsfirma Haniel in Basel u. a. Es wurde uns telephonisch übermittelt, das Reichswirtschaftsministerium hätte unsere Vorschläge abgelehnt und betrachte die Verhandlungen als gescheitert. Nachdem einige Wochen lang in solcher Atmosphäre völlige Unsicherheit bestanden hatte, kam eines Tages an den Sprechenden plötzlich telegraphisch und telephonisch die Einladung Dr. Rasches, nach Berlin zu kommen zur Weiterführung der Verhandlungen. Hiezu erklärte ich mich in Ausführung des vom Verwaltungsrat erhaltenen Auftrages sofort bereit. Die anschliessenden Bemühungen zur Erlangung der Reisevisa und zur Vereinbarung allseitig passender Verhandlungstermine stellen im ganzen Zusammenhang eine wenn auch nicht wichti-

ge so doch symptomatische und recht zeitraubende Summe von Arbeit dar, rein äusserlich beispielsweise dokumentiert durch den Austausch von 40–50 Fernschreiben, Telegrammen und Telefongesprächen. Eine Episode verdient festgehalten zu werden. Herr Dr. Rasche telefonierte mir zweimal hintereinander, um mir nahezulegen, mein Einreisegesuch nach Deutschland zu begründen mit der Notwendigkeit von Verhandlungen über die Abfindung der Faal «auf Grund der ursprünglichen deutschen Vertragsentwürfe.» Dies lehnte ich ab mit dem Hinweis auf den Gegenentwurf des Verwaltungsrates vom 24. Februar 1943, der allein als Grundlage für mich in Frage kommen könne.

II.

Endlich waren aber doch alle Voraussetzungen geschaffen, um dem Sprechenden zu gestatten, am 18. Mai 1943 in Wien zu sein und dort mit den deutschen zuständigen Stellen zur endgültigen Beratung des Vertragswerkes zusammenzutreten. Die ersten Sitzungen fanden Dienstag und Mittwoch, 18./19. Mai, im Gebäude der Länderbank statt. Anwesend waren Dr. Rasche, Gauwirtschaftsberater Fleischmann und Direktor Hitschfeld von der Länderbank. Ohne weitere Bemerkung wurde nun unser Gegenentwurf zugrundegelegt, wie er dem Protokoll der Verwaltungsratssitzung vom 24. Februar 1943 beigelegt worden ist. Vom 20.–23. Mai wurden die Verhandlungen unterbrochen, um der deutschen Delegation Gelegenheit zur Rücksprache mit den zuständigen Stellen des Gaues Steiermark und des Reiches zu geben. Montag, 24. Mai, wurden sie zu Ende geführt; diesmal waren, abgesehen von Dr. Rasche, die frühern Herren sowie der juristische Berater der Gauwirtschaft, Dr. Bauerreiss, anwesend. In Wien schickte ich den Verhandlungen die Erklärung voraus, dass ich keine Texte unterzeichnen oder paraphieren würde. Mein Trachten ginge dahin, mit der deutschen Verhandlungsdelegation alle Fragen abzuklären, sodass wir Fassungen finden würden, die ich zuhause zur Annahme empfehlen könnte. Der Verwaltungsrat Suisselectra müsse aber frei sein, meine Vorschläge anzunehmen, abzulehnen oder zu ändern. Dieser grundsätzliche Standpunkt wurde von der Gegenseite ohne weiteres gebilligt. Hier sei folgendes mehr Grundsätzliches festgehalten, worauf Herr Direktor Krasting anhand des seit den Wiener Verhandlungen von ihm und mir neu aufgestellten roten Textes die einzelnen Aenderungen namhaft machen wird.

Auf Wunsch der deutschen Delegation wurde der Titel «Präambel» unterdrückt, weil dieser Ausdruck mehr zur Diplomatie und ins Völkerrecht gehörte. Aus der Präambel wurde wieder § 1 gemacht, wobei die ersten zwei Abschnitte unverändert, wenn auch umgestellt, beibehalten wurden. Absatz 3 wurde kürzer gewählt, weil in unserer Fassung eine gewisse Kritik des deutschen Vorgehens bei Faal herauszufühlen wäre. Sodann gelang es, das Rücktrittsrecht durchzusetzen, obwohl wir an der Umlegung der halben Entschädigungssumme, die ursprünglich von der Reichsbank angeregt worden war und die uns sehr interessiert, mit Erfolg festhielten. Es ist nun eine Anlaufzeit bis Ende 1944, d. h. von 18 Monaten, in Aussicht genommen. Die Umlegung umfasst, wie bisher vorgesehen, die Hälfte der Abfindungssumme, Fr. 9 750 000.–. Das bis Ende 1944 zu liefernde Quantum Kohle wurde mit minimal 100 000 t vereinbart. Im bisherigen Entwurf war eine jährliche Lieferung von wenigstens 100 000 t stipuliert. Es empfahl sich, hier nicht zu sehr zu drücken, um sowohl Anlaufzeit wie Umschuldung zu erreichen. Die deutsche Seite hat den Willen,

Kohle über das Minimum hinaus zu liefern, um eine raschere Abwicklung der Abfindungszahlungen zu erzielen.

[... – Les membres du Conseil d'administration discutent ensuite les différents points du contrat proposé.]

Bei diesem Anlass haben wir – Dr. Krasting und der Sprechende – Haniel erneut nahe gelegt, mit uns einen kurzen Rahmenvertrag abzuschliessen, der das ganze Vertragswerk abzurunden hätte. Der Abschluss eines solchen Abkommens hängt von der vorgängigen dreifachen Zusage des Bundes hinsichtlich Einfuhrrecht für die Kohle ex Kontingent, hinsichtlich eines Preises ex Clearing, der uns unsern Anteil (zurzeit zirka Fr. 30/t.) lässt, und hinsichtlich Sicherung des Absatzes für die vertraglich vorgesehene Kohlenmenge, mindestens vorläufig während der Anlaufzeit, ab. Hierüber verhandelten Ihre Vertreter letzten Montag in Zürich, in Gegenwart des Vertreters von Haniel-Basel, mit Vertretern des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes und Herrn Nationalrat Grimm. Es wurde uns eine baldige Stellungnahme des Bundes in Aussicht gestellt. Auch hierüber wird Herr Dr. Krasting noch nähere Mitteilungen machen. – Nebenbei erwähnt sei hier, dass der Vertreter des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes den Umstand, dass wir die Hypothek für die Kohlenhälfte erlangen konnten, als wertvolle Verbesserung des Vertrages bezeichnete.

III.

Dieser Vortrag ist absichtlich ausführlich gehalten, weil von einem gesunden Abkommen über Faal und von der Abwicklung des Abkommens die künftige Gestaltung des Schicksals unserer Gesellschaft abhängt. Es mag daher auch von Wert sein, im Protokoll die Entstehungsgeschichte des Vertrages und seiner einzelnen Bestimmungen festzuhalten. Grundsätzlich liegen schon Genehmigungen des Verwaltungsrates vom 12. Oktober 1942 und von 24. Februar 1943 vor; die heutige Fassung des Vertrages scheint uns verschiedene Verbesserungen zu enthalten.

Ein Korrelat des Vertrages über die Abfindung Faal ist der Verkauf unserer Stammaktien Steg und die Umwandlung der Vorzugsaktien Steg in einen Vorschuss. Der diesbezügliche Vertrag liegt vor und ist von beiden Parteien am 18. September 1942 ebenfalls paraphiert worden. Der Vollzug des Stegvertrages ist Voraussetzung, für uns und für die deutschen Partner, des Zustandekommens des Faaler Vertrages.

Nachdem zwei Jahre in Verhandlungen verstrichen sind, empfiehlt sich nunmehr, das ganze Vertragswerk zu Abschluss zu bringen. Sofern der Verwaltungsrat heute dem Faaler Vertrag zustimmt und damit implicite den Stegvertrag genehmigt, sind beide Verträge der Generalversammlung zur Genehmigung vorzulegen. Diese Versammlung sollte möglichst bald abgehalten werden. Die Ausschreibungsfrist beträgt 10 Tage. Ihr Ausschuss schlägt vor, die beiden Verträge zu genehmigen und eine ausserordentliche Generalversammlung auf Montag, den 21. Juni 1943, 11[.]00 Uhr, in die Zunft zum Schlüssel in Basel einzuberufen mit dem einzigen Traktandum der Bekanntgabe der Genehmigung der Verträge betreffend Verkauf Steg und Abfindung Faal.

Der Ausschuss schlägt sodann vor, die am 24. Februar 1943 bestellte Delegation (Herren Golay, Krasting und Meyer) zu ermächtigen, für den Faaler Vertrag die endgültige Redaktion zu treffen und allfällig notwendige textliche Aenderungen am Faaler und/oder Stegvertrag, soweit sie nicht weittragende grundsätzliche Bedeutung haben, noch vorzunehmen.

Ich komme zu Schluss. Wir befinden uns zwei Tatsachen gegenüber: der alli[er]ten Erklärung und der harten Tatsache der erfolgten Wegnahme der Zentrale Faal. Durch den Vertrag suchen wir einen praktischen Ausweg aus dem Dilemma, in das wir durch das deutscherseits geschaffenen *fait accompli* hineingeraten sind. Wir brauchen unsern moralischen Standpunkt nicht zu opfern. Könnte sich eine Privatperson, der – von einer höheren Warte aus, z. B. vom Völkerrecht her, gesehen – ein Unrecht zugefügt worden ist, vielleicht passiv verhalten und abseits stehen, so sind wir als Verwalter vielfältiger Interessen Dritter nicht so frei in unsern Entschlüssen.

Unsere Gesellschaft ist durch den Wegfall der Einnahmen von Faal in ihrem Gleichgewicht erschüttert in einem Zeitpunkt, wo auch andere grosse Aktiven, z. B. das Elektrizitätswerk Belgrad und alle französischen Beteiligungen ohne Erträge sind und auch sonst gefährdet erscheinen. Hätte sie keine Schulden, so könnte Suisselectra vielleicht Gewehr bei Fuss bleiben. Wir haben jedoch über Fr. 16 000 000.– Obligationen ausstehend. Die eine der zwei umlaufenden Anleihen verfällt am 2. Januar 1944, die andere zweieinhalb Jahre später. Wir werden nicht um die Notwendigkeit herumkommen, vor Ende Oktober dieses Jahres die Gläubigergemeinschaft der Obligationäre einzuberufen, um ihr über den Stand unserer Aktiven Auskunft zu geben, und Vorschläge über die künftige Regelung der Stellung der Obligationäre zu machen. Das wichtigste Ziel wird sein, eine Prolongation um vielleicht zehn Jahre zu erlangen. Wie in der bevorstehenden Generalversammlung der Aktionäre wird hierbei insbesondere unser Verhältnis zu Faal darzulegen sein. Bringen wir den Vertrag mit Deutschland nunmehr unter Dach und wirkt sich, wie wir annehmen wollen, wenigstens eine Zeitlang das Kohlenabkommen positiv aus, so werden wir den Obligationären verhältnismässig annehmbare Mitteilungen zu machen in der Lage sein.

Wir gewinnen durch den Vertrag eine klare Grundlage gegenüber derjenigen Kriegspartei, die zur Zeit am Ort der belegenen Sache die Macht besitzt und diese vielleicht für immer oder mindestens eine Zeitlang behalten wird. Gegenwärtig befinden wir uns in Bezug auf Faal in einem rechtlosen, fast chaotischen Zustand. Demgegenüber gewinnen wir durch den Vertrag besonders auch den lokalen Instanzen gegenüber, die in irgend einer rechtlichen Form immer in der Nachbarschaft der Elektrizitätszentrale Faal bleiben werden, für alle Fälle eine bestimmte rechtliche Grundlage.

Abwickelt [sic] gedacht, sodass wir Fr. 19 500 000.– erhalten hätten, stellt der Faal-Vertrag einen annehmbaren Verkauf dar. Das gleiche darf wohl auch vom Steg-Vertrag gesagt werden.

Im Namen des einstimmigen Ausschusses beantrage ich Ihnen, dem Vertragswerk zuzustimmen, vorbehältlich Detailberatung des Faal-Vertrages.

Dr. Krasting führt im Namen der Direktion was folgt aus:

Im *Vertrag über die Entschädigung für die Beschlagnahme Faal* verpflichtet sich die EV Süd zur Bezahlung einer Abfindungsentschädigung von Fr. 19 500 000.–, welche nach Massgabe der vereinbarten Bestimmungen in «effektiven Schweizerfranken» zu bezahlen ist. In § 2 des Vertrages wird ein für allemal der Grundsatz aufgestellt, dass alle Zahlungen in effektiven Schweizerfranken zu erfolgen haben und deshalb ist in den weitem Vertragsbestimmungen das Wort «effektiv», das in dem vom Verwaltungsrat am 24. Februar 1943 genehmigten Vertrag immer wieder vor Schweizerfranken gesetzt war, weggelassen worden. Dies auf Wunsch der EV Süd, um nicht bei

den obern deutschen Behörden den Eindruck zu erwecken, als ob durch die fortwährende Wiederholung dieses Wortes eine potentielle Erschwerung statuiert werde. Fest steht indessen, dass unter Schweizerfranken immer «effektive» Schweizerfranken verstanden sind.

Die Abfindungssumme von Fr. 19 500 000.– wird in zwei Hälften geteilt:

Die eine Hälfte, d. i. ein Betrag von Fr. 9 750 000.–, ist die sogen. *Kohlenhälfte*, d. h. derjenige Betrag, für dessen Verzinsung und Amortisation die Schweizerfranken dadurch beschafft werden sollen, dass die EV Süd uns Kohlen aus den Wöllaner (und auch aus den Trifailer) Gruben liefert.

Die andere Hälfte, d. i. ein Betrag von ebenfalls Fr. 9 750 000.–, ist die sogen. *Umlegungshälfte*. Diese wird auf Grund der Bestimmungen des Deutschen Kreditabkommens in der Weise umgeschuldet, dass daraus abstrakte Forderungen entstehen, die in Schweizerfranken verzinst und in Schweizerfranken zurückbezahlt werden müssen. Die Zahlung der hierfür erforderlichen Schweizerfranken erfolgt durch die Reichsbank.

Beide Teile der Abfindungssumme werden zu 3 1/4% verzinst und durch gleichbleibende vierteljährliche Raten von je 143 382.50 innerhalb eines Zeitraumes von 17 Jahren getilgt. Die Verzinsung beginnt, wie schon in den frühern Vertragsentwürfen vorgesehen war, mit dem 1. September 1941, dagegen wird mit der Rückzahlung, d. h. mit der Bezahlung der Amortisationsraten, erst am 1. Juli 1943 begonnen dergestalt, dass die ersten zwei Raten am 30. September 1943 fällig sind. Das bedeutet gegenüber den bisherigen Entwürfen eine Verschiebung des Beginns der Tilgung um drei Quartale, eine Folge der Verzögerung des Vertragsabschlusses, was zu begreifen ist. Bei beiden Abfindungshälften haben die Schuldner das Recht, auch vorzeitig Rückzahlungen in Schweizerfranken zu leisten.

Die Kohlenhälfte wird, wie schon gesagt, verzinst und amortisiert durch Lieferungen von Kohle, und zwar grundsätzlich durch Lieferung von Wöllaner Kohle, die bekanntlich von geringer Qualität ist. Die EV Süd hat sich aber mündlich verpflichtet – eine schriftliche Verpflichtung konnte wegen der deutschen Genehmigungsbehörden nicht in den Vertrag aufgenommen werden – etwa 30% der Kohle aus den Trifailer Gruben zur Verfügung zu stellen, die von besserer Qualität ist. Die EV Süd ist verpflichtet, ab 1. Juli 1943 jährlich mindestens 100 000 to Kohle zu liefern und die Suselectra muss sich verpflichten, diese Kohle während drei Jahren abzunehmen. Deutscherseits erfolgt die Lieferung der Kohle ex Kontingent und schweizerischerseits muss die Bezahlung der Kohle ex Clearing erfolgen.

Deutscherseits ist man mit diesen Modalitäten einverstanden, schweizerischerseits hatte sich die Handelsabteilung und die Sektion für Kraft und Wärme früher schon damit einverstanden erklärt, dass bis zum 31. 12. 43 125 000 to ex Kontingent und ex Clearing importiert werden. Verhandlungen, die dahin zielen, vorläufig einmal die Bewilligung für die Einfuhr der Kohle bis 31. 12. 44 zu erhalten, bei genügenden Preisen, sind noch nicht abgeschlossen. Es ergeben sich dabei gewisse Schwierigkeiten, die noch behoben werden müssen, insbesondere auch in Bezug auf den Absatz der Kohle im Inland, welcher durch den von der Suselectra beauftragten Importeur zu erfolgen hat. Bezahlt ist die Suselectra erst, wenn die Kohle in der Schweiz eingetroffen ist, und der Importeur den vereinbarten Preis an die Suselectra abgeführt hat. Bis Ende 1943 ist dieser Preis auf RM. 19.25 festgesetzt worden, welcher zu dem

gemäss dem deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommen 1942 festgesetzten letzten Wechselkurs, nämlich zu 173.01 umgerechnet und nach Eingang bei der Suisselectra mit den von der EV Süd zu leistenden Zahlungen verrechnet wird. Ist die Kohle in der Schweiz eingetroffen, so hat das weitere Risiko die Kohlenimportfirma. Auch sie muss sich noch dem Bund gegenüber gewisse Zusicherungen erteilen lassen, worüber noch Verhandlungen schweben.

Was den Kohlenpreis ab Grube anbetrifft, so besteht unsererseits die Absicht, den vereinbarten Preis von RM. 19.25 bis zum 31. 12. 44 fest zu vereinbaren. Ob das möglich sein wird, ist noch ungewiss. Andererseits muss der Höchstpreis für den Verkauf in der Schweiz ebenfalls noch mit den Bundesbehörden vereinbart werden, weil der bisher bewilligte Höchstpreis dem Importeur nicht genügt und wir uns verpflichtet hatten, für die ersten 100 000 to einen Beitrag von Fr. 4.– die to zu leisten. Wir haben bei den Bundesbehörden darum nachgesucht, dass der Preis entsprechend erhöht werde, um uns zu entlasten. Die Verhandlungen sind noch nicht abgeschlossen.

[...]

Séance du 21.6.1943

[...]

1. Protokoll der Sitzung vom 2. Juni 1943.

Herr Dr. Nüscherer kommt zurück auf die Beanstandung der Wiedergabe seines Votums im Protokoll der Sitzung vom 24. Februar 1943 und stellt nachträglich fest, dass er dort als Minderheit gesprochen und daher Anspruch darauf gehabt habe, dass die Auffassung der Minderheit ausführlicher wiedergegeben werde. Er möchte dieses Recht für künftige Fälle einer allfälligen Minderheit vorbehalten wissen. Er erklärt, dass für seine Stellungnahme in der Faal-Stegfrage die Intentionen der Herren Alfons Simonius und Leopold Dubois bei ihrem 1906 erfolgten Eintritt in den Verwaltungsrat der Schweiz. Eisenbahnbank bestimmend waren, welch letztere in der Folge zu einem nur schweizerischen Interessen dienenden Elektrizitätstrust ausgebaut wurde. Er wünschte daher das Eigentumsrecht der Suselectra an Steg und an Fala beizubehalten und damit die Möglichkeit zu wahren, diese Gesellschaften, in denen rund 45 Millionen Franken schweizerisches Kapital investiert sind, als Abnehmer der schweizerischen Elektrizitätsmaschinenindustrie beizubehalten, während sie bei Annahme des vorliegenden Vertrages verloren gehen würde.

Nach Diskussion fasst der Präsident die gefallenen Voten dahin zusammen, dass dann, wenn eine Minderheit ihre Auffassung vertrete, sie verlangen könne, dass diese Auffassung im Protokoll zur Darstellung komme. Im übrigen aber werde der in der letzten Sitzung gefasste Beschluss betreffend die Protokollführung aufrecht erhalten. Der Verwaltungsrat stimmt zu.

Das Protokoll vom 2. Juni 1943 wird genehmigt.

2. Verhandlungen betreffend Steg und Faal.

Dr. Krasting skizziert im Namen der Direktion den Hauptinhalt des Vertragsentwurfs Faal, wie er dem Verwaltungsrat in der Sitzung vom 2. Juni bei seiner Beschlussfassung vorgelegen habe. Er stellt fest, dass damals eine zufriedenstellende Regelung mit den eidgenössischen Behörden über die Kohleneinfuhr noch nicht vorlag – die Verhandlungen schwebten – dass aber hinsichtlich der Zweiteilung der Abfindungssumme in eine Kohlenhälfte und in eine Umlegungshälfte, welch' letztere gemäss Ziff. 3 (7) des Deutschen Kreditabkommens in Schweizerfranken zurückzuzahlen wäre, zwischen den Vertragsparteien volles Einvernehmen zu bestehen schien. Im weiteren schien als Sicherheit die Regelung festzustehen, dass hinsichtlich der Kohlenhälfte für die Anlaufzeit bis zum 31. Dezember 1944 eine negative Hypothekenklausel, oder nach deutschem Recht eine Rangvormerkung, und nachher eine I. Hypothek auf den Faaler Anlagen im zuständigen Grundbuch einzutragen sei, während für die Umlegungshälfte die Solidarbürgschaft des Gaus Steiermark hätte beigebracht werden sollen.

In der Folge bemühte sich die Direktion, mit den Bundesbehörden wegen der Kohleneinfuhr zu einer befriedigenden Regelung zu gelangen. Es war aber nicht möglich, die zuständigen Bundesbehörden an den Verhandlungstisch zu bringen, da diese die Auffassung vertraten, die Einfuhrfrage für die Kohle sei im Schreiben der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartementes vom 12. Oktober 1942 an die Firma Haniel, wovon die Suselectra Kopie erhalten habe, endgültig geregelt. Auf

dieses Schreiben könne die Handelsabteilung weder bezüglich des Preises, noch bezüglich der Dauer der Zeit, noch bezüglich der Garantie des Absatzes der importierten Kohle zurückkommen. Im betreffenden Schreiben war als Vorbescheid die Einfuhr von 125 000 to bis Ende 1943 zum Preis loco Gruben von RM. 19,25 genehmigt; für den Absatz in der Schweiz enthielt das Schreiben keine Zusage. Nach der letzten Aeusserung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes wäre daher noch bis Ende 1943 die Einfuhr von 112 000 to zu RM. 19,25 theoretisch möglich, doch fehlt auch hier noch die Absatzzusage.

Haniel hat auf Anfrage hin erklärt, das Risiko des Kohlenabsatzes unter den von den Bundesbehörden aufgestellten Bedingungen nicht übernehmen zu können. Damit stand fest, dass die Kohlenfrage vor der Generalversammlung vom 21. Juni nicht in einwandfreier Weise geregelt werden konnte. Der Ausschuss war nichtsdestoweniger entschlossen, die Generalversammlung abzuhalten, wollte aber dem zu fassenden Beschluss den Vorbehalt beifügen, dass der Vertrag betreffend Faal erst unterzeichnet werden sollte, nachdem mit den Bundesbehörden eine Verständigung erzielt werden konnte.

Inzwischen waren aber auch Schwierigkeiten mit den deutschen Vertragspartnern zu Tage getreten. Der Präsident hatte den Gauwirtschaftsberater Fleischmann vom Beschluss des Verwaltungsrates vom 2. Juni in Kenntnis gesetzt und in der Folge versucht, auf dem Wege von zahlreichen Fernschreiben gewisse Unstimmigkeiten betreffend den Vertragsinhalt zur Abklärung zu bringen. Dabei stellte sich heraus, dass die deutsche Vertragspartei hinsichtlich der Solidarbürgschaft der Auffassung war, dass eine solche auch bei der Umlegungshälfte nicht mehr in Frage kommen könne, nachdem der Verwaltungsrat der Suisselectra für die Kohlenhälfte die dingliche Sicherung gewählt habe, während nach der Auffassung des Präsidenten in Wien klar festgelegt worden war, dass zwei Alternativen in Frage standen: Entweder Solidarbürgschaft des Gaus Steiermark für die ganze Abfindungssumme von 19 1/2 Millionen Franken, oder dingliche Sicherheit für die Kohlenhälfte und Solidarbürgschaft für die Umlegungshälfte. Noch während über diese Frage und über einige weniger wichtige Fragen fernschriftlich verhandelt wurde, kam die telephonische Mitteilung von Dr. Rasche, dass die Reichsbank die Unterstellung der Umlegungshälfte unter Ziffer 3 (7) des deutschen Kreditabkommens nicht bewilligen könne, sondern nur eine Behandlung nach Ziffer 10 (5) dieses Abkommens, wonach die Rückzahlungen auf der Umlegungshälfte nicht mehr in Schweizerfranken, sondern nur in Registermark erfolgen könnten.

Da somit grundlegende Bestimmungen des Faaler Vertrages in Frage gestellt waren, beschloss der Ausschuss auf telephonischem Wege gemäss dem Antrag des Präsidenten, die auf den 22. Juni anberaumte Generalversammlung zu widerrufen. Hiervon gab der Präsident dem Gauwirtschaftsberater Fleischmann in einem Fernschreiben vom 18. Juni 1943 Kenntnis.

Der Präsident bestätigt die von Dr. Krasting gegebene Darstellung der Verhandlungen seit dem 2. Juni und fügt einige weitere Mitteilungen bei. Er unterstreicht die eindeutige Haltung der deutschen Vertragspartner bei den Wiener Verhandlungen hinsichtlich der Gaubürgschaft und hinsichtlich der Qualität des Umlegungskredites als Kredit gemäss Ziff. 3 (7) des deutschen Kreditabkommens. Insbesondere auch für letztere Frage liegen von der deutschen Seite verfasste Schriftstücke vor, die, wie

übrigens auch Herr Dr. Speich, bestätigen, dass der Vorschlag, die Umlegungshälfte nach Ziff. 3 (7) des Kreditabkommens umzuschulden, von der Reichsbank Berlin stammt und von dieser früher angenommen war. Der Sprechende stand in diesen Fragen ständig im Kontakt mit Herrn Golay. In dessen Einverständnis stellte er dem Ausschuss den in der Folge angenommenen Antrag, die Generalversammlung sine die zu verschieben.

Die vom Verwaltungsrat am 2. Juni 1943 angenommene Alternative (Kohlenhälfte mit dem bekannten dinglichen Konnex; Gaubürgschaft für die Umlegungshälfte) war in Wien von Gauwirtschaftsberater Fleischmann formuliert worden; er hatte am 24. Mai 1943 in Wien beigefügt, das Reichsfinanzministerium und die anderen Reichsbehörden wären damit einverstanden. Ueber die Anwendung von Ziff. 3 (7) für die Umlegungshälfte bestand nie Zweifel; es liegen darüber ausser Aktenstücken die Tatsachen vor, dass Herr Dr. Rasche am 10. März 1943 in Zürich persönlich den Passus zu § 2 des Vertrages diktierte «... Abfindung von S. FR. 19 500 000.– zahlbar in effektiven Schweizerfranken etc. ...» Ausserdem wurde die Behandlung der Umlegungshälfte nach Ziff. 3 (7) im Vertragstext, den die Deutschen uns nach den Wiener Verhandlungen hierher sandten, vorbehaltlos aufgenommen. In beiden Punkten machen die Deutschen nun Schwierigkeiten. Sie haben auch an etwa sechs Stellen des Vertrages die Worte «in Schweizerfranken» weggelassen. Auf Vorhaltung am Telephon räumte Dr. Fleischmann ohne weiteres ein, diese gestrichenen Stellen wieder aufzunehmen «die ja nur redaktionelle Bedeutung haben». Wegen der Gaubürgschaft auf der Umlegungshälfte lenkte er auch ein, indem er versprach, sie bei den Reichsbehörden «durchzusetzen.» Für beide Zusagen haben wir noch keine schriftliche Bestätigung. In einer weitem Frage (Ingress des § 7) bewiesen die Deutschen durch einseitige völlig aus der Luft gegriffene Interpretation einer Reklamation des Sprechenden, dass wir uns auf alle Fälle werden vorzusehen haben, selbst wenn der Vertrag zuletzt zustande kommen sollte.

Die Verhandlungen mit der Eidgenossenschaft bezeichnet der Präsident als enttäuschend. Die Schwierigkeiten dürften aber zum Teil nicht in unserem Bereich liegen, sondern im Zusammenhang mit den zur Zeit zwischen Deutschland und der Schweiz schwebenden Staatsverhandlungen zu erklären sein. Jedenfalls sollte – im Falle der Einigung mit der deutschen Seite – Suisselectra nachdem die Generalversammlung nun schon verschoben ist, die Verständigung mit Bern anstreben bevor wir das Abkommen mit E. V. Süd abschliessen und die Generalversammlung neu einberufen.

Der Präsident ist ausserdem der Auffassung, dass die Beschlüsse des Verwaltungsrates vom 2. Juni 1943 uns auch in Zukunft leiten sollen; der damals angenommene Vertragsinhalt sei unsere feste Grundlage, die entweder von der Gegenseite angenommen oder abgelehnt werden kann. Wesentliche Aenderungen würden Ablehnung bedeuten. Andererseits hat der Verwaltungsrat sich heute bewusst zu sein, dass wir so im Falle der Annahme durch die deutsche Seite (und bei befriedigender Verständigung mit Bern) nach wie vor zum Abschluss des Vertrages bereit sind, vorbehaltlich Annahme durch unsere Generalversammlung.

In der von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates benützten Aussprache wird einmütig das Vorgehen des Präsidenten gutgeheissen. Der Verwaltungsrat schliesst sich auch der Ansicht des Präsidenten an hinsichtlich Festhaltung an der Basis vom 2. Juni 1943 und hinsichtlich des weitem Vorgehens.

3. *Verschiedenes.*

Der Präsident verliest einen Brief der Firma Dreyfus Söhne & Co A. G., worin diese mitteilt, dass sie ihre Aktien an der ausserordentlichen Generalversammlung nicht vertreten lasse und ihre Auffassung Ausdruck gibt, dass sie die vorgesehene Regelung betreffend Faal für «äusserst inopportun» halte. Der Präsident und mehrere andere Mitglieder, die hiezu das Wort ergreifen, bedauern, dass dieser Brief geschrieben wurde. Der Verzicht auf die Teilnahme und Opposition an der Generalversammlung werde nach dem Schlusssatz des Briefes illusorisch. Der Verwaltungsrat hat sich in gewissenhafter Abwägung aller sachlichen Gesichtspunkte zur Grundlage vom 2. Juni 1943 durchgerungen und zwar einstimmig, unter Einschluss einzelner Mitglieder die vorher ablehnend waren. Der Verwaltungsrat hat es daher heute nicht nötig ausserhalb der Generalversammlung von einer Seite festgenagelt zu werden, die gegenwärtig die Verantwortung nicht mittragen hilft.

An diesen Zwischenfall schliesst sich eine Aussprache über das Verhältnis an, das zur Zeit und für die Zukunft zwischen der Firma Dreyfus Söhne und dem Verwaltungsrat Suiselctra zu gelten hat. Auf Wunsch des Präsidenten, der für einen Monat abwesend sein wird, und im Einverständnis des ganzen Verwaltungsrates, übernimmt es Herr Dr. Iselin, Herrn Dr. Max Staehelin, Präsident des Schweiz. Bankvereins hierüber zu unterhalten; es soll dabei auch die Rücknahme des Briefes angestrebt werden.

Schluss der Sitzung 16.30 Uhr

[...]

Séance du 15.9.1943

[...]

3. Verhandlungen betreffend Faal und Steg.

Dr. Krasting gibt einen Ueberblick über die Verhandlungen seit der letzten Verwaltungsratssitzung vom 21. Juni 1943. Er erinnert daran, dass der Verwaltungsrat am 2. Juni einstimmig beschlossen hat, das Vertragswerk Faal/Steg, wie es aus den Wiener Verhandlungen hervorgegangen ist, anzunehmen und einer auf den 21. Juni einzuberufenden ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre zur Genehmigung vorzulegen. Der Verwaltungsrat ermächtigte seine Delegation, die Vertragstexte im Einvernehmen mit den Vertragspartnern zu bereinigen und die Verhandlungen mit den Eidg. Behörden über die Kohleneinfuhr beförderlich zu Ende zu führen. Dabei war sich der Verwaltungsrat bewusst, dass mit einem Scheitern der Vertragsverhandlungen gerechnet werden müsse, wenn sich eine Verständigung mit den Bundesbehörden über die Kohleneinfuhr nicht erzielen lasse.

In der Folge bemühte sich Ihre Direktion, mit den Bundesbehörden wegen der Kohleneinfuhr zu einer befriedigenden Lösung zu gelangen, was sich aber vorläufig als unmöglich erwies. Dazu waren auch Schwierigkeiten mit den deutschen Vertragspartnern zu Tage getreten, die grundlegende Bestimmungen des Faaler Vertrags in Frage stellten, was den Ausschuss veranlasste, die auf den 21. Juni einberufene Generalversammlung zu widerrufen.

In seiner Sitzung vom 21. Juni hat der Verwaltungsrat diese Massnahme gutgeheissen und dabei festgestellt, dass seine Beschlüsse vom 2. Juni auch in Zukunft wegleitend sein sollten.

Ueber die weitem Verhandlungen und Geschehnisse seit der Verwaltungsratssitzung vom 21. Juni gibt das Protokoll der Ausschuss-Sitzung vom 25. August, das der Sprechende verliest, wie folgt Aufschluss:

«Am 25. Juni hat Herr Dr. Rasche dem Präsidenten telephonisch mitgeteilt, dass die Frage der Gaubürgschaft für die Umlegungshälfte in Ordnung komme. Die Behandlung der Umlegungshälfte nach Ziff. 3 (7) des Kreditabkommens werde voraussichtlich ebenfalls in Ordnung kommen, er verhandle darüber noch mit der Reichsbank und werde den Ausweg in der Richtung suchen, dass der Erlös aus der Kohleneinfuhr nach normaler Bedienung der Kohlenhälfte für die Verzinsung und Amortisation der Umlegungshälfte herangezogen werde. Wenn man auf dieser Basis einig werde, so könnten die Kohlentransporte sofort wieder aufgenommen werden und zwar in vermehrtem Umfange, da zwei Transportwege zur Verfügung ständen [sic]. Es wurde dann am Telefon eine Besprechung verabredet, die auf den 2. Juli nach Chur anberaumt wurde.

Am 29. Juni ging bei der Suselectra ein Schreiben des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes ein, worin sich dieses dahin festlegte, dass es ihm nicht möglich wäre, irgendwelche Zusicherungen abzugeben, welche über die bereits bewilligten Importe hinausgingen. Das gelte nicht nur für die bewilligte Importmenge (125 000 to bis 31. Dezember 1943), sondern auch bezüglich der Preis- und der Absatzfrage.

An der Besprechung in Chur am 2. Juli nahmen ausser dem Präsidenten und Dr. Rasche teil der Sprechende, die Herren Bertschmann von Haniel, Jobin von der Suselectra und Eggstein, Sekretär des Präsidenten, letztere zwei als Protokollführer.

Nachdem der Präsident einleitend kurz die in der Wiener Verhandlungen gefundene Basis dargelegt und die der deutschen Seite zufallenden Gründe für den Widerruf der ausserordentlichen Generalversammlung, die über den Faaler Vertrag hätte beschliessen sollen, bekannt gegeben hatte, wurde auf die Behandlung der einzelnen noch offenen Fragen eingetreten.

Hinsichtlich der Frage der Unterstellung der Umlegungshälfte unter Ziff. 3 (7) des Kreditabkommens erklärte Dr. Rasche, dass sich hier der Bankverein einschieben müsste, da offene Kreditlinien zur Verfügung gestellt werden müssten, über welche nur der Bankverein verfüge. Wenn der Bankverein Kreditlimiten zur Verfügung stellen könne, so wäre die Reichsbank wahrscheinlich bereit, unter gewissen Bedingungen Ziff. 3 (7) des Kreditabkommens zur Anwendung zu bringen. Als Bedingung komme in Betracht, dass der Gegenwert der importierten Kohle, soweit er nicht für die normale Verzinsung und Amortisation der Kohlenhälfte benötigt würde, ganz oder teilweise für den Zinsendienst und die Rückzahlung der Umlegungshälfte zur Verfügung gestellt würde.

Diese Bedingung lehnte der Sprechende ab mit der Begründung, dass die Zweiteilung der Abfindungssumme in eine Umlegungshälfte und eine Kohlenhälfte doch gerade deshalb aufgenommen worden sei, weil damit die Möglichkeit hätte geschaffen werden sollen, die Kohlenhälfte in kurzer Zeit zu tilgen und daneben noch in der Umlegungshälfte einen wertvollen Kredit zu besitzen. Wenn die Kohlenhälfte vollständig verzinst und amortisiert sei, so wäre nichts dagegen einzuwenden, wenn alsdann der aus der Kohlenlieferung frei werdende Betrag für die Umlegungshälfte Verwendung fände. Dieser Auffassung stimmte der Präsident zu.

Sodann wurde Dr. Rasche der Brief des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes zur Kenntnis gebracht, worauf der Präsident an Herrn Bertschmann die Frage stellte, ob die Firma Haniel das Risiko des Kohlenimportes ohne Bundesgarantie übernehmen könnte. Herr Bertschmann erklärte, er sei der festen Ueberzeugung, dass der Bund eine solche Abnahmegarantie übernehmen müsse und dass seine Firma das Risiko je zur Hälfte mit der Suselectra übernehmen würde. Der Sprechende wies eine solche Garantieübernahme, die sehr schwerwiegend sein könnte, ab und verlangte, dass seitens des Bundes die nötigen Zusicherungen vorliegen müssten, bevor die Suselectra an die Generalversammlung gelangen könne.

Abschliessend wurde vom Präsidenten festgestellt, dass zwei hauptsächliche Fragenkomplexe vorlägen:

A. auf Seite der Eidgenossenschaft die Frage des Kohlenimportes, wobei erreicht werden müsse:

- a) Absatzgarantie oder Befreiung von der Rationierung für die einzuführende Wöllaner Kohle,
- b) Erstreckung der Fristen und Erhöhung des Quantum für den Kohlenimport,
- c) Festsetzung genügender Preise.

B. auf Seite des deutschen Vertragspartners:

- a) Exkontingenterklärung,
- b) Abklärung der Frage über die Qualität des Umlegungskredites (Anwendung von Ziff. 3 (7) oder gleichwertige Lösung), wobei davon ausgegangen wurde, dass die Gaubürgschaft für die Umlegungshälfte und die Wiederaufnahme der gestrichenen Stellen im Wiener Vertragsentwurf in Ordnung kommen.

c) Der Konnex zwischen Kohlenimporten und Umlegungskredit kann nur herbeigeführt werden nach vollständiger Tilgung der Kohlenhälfte.

Dr. Rasche besuchte im Anschluss an Chur am 4. Juli Herrn Golay in Nyon und sprach mit ihm über die Angelegenheit Faal, wobei Dr. Rasche erklärte, er hoffe von Herrn von Wedel von der Reichsbank zu erlangen, dass der Umlegungskredit nach Ziff. 3 (7) des Kreditabkommens behandelt werde, wenn die Reichsbank die erforderlichen Kreditlinien beschaffen könne und wenn wir der Reichsbank behilflich sein könnten, die für den Zinsendienst der Umlegungshälfte notwendigen Devisen dadurch zu beschaffen, dass der Ueberschuss der Kohlenimporte über den normalen Zinsen- und Amortisationsdienst für die Kohlenhälfte für die Umlegungshälfte zur Verfügung gestellt würde, was Herr Golay als möglich bezeichnete mit der Einschränkung, dass die Umlegungshälfte unabhängig vom Kohlenimport bleiben müsse.

Am 12. Juli teilte Dr. Rasche Herrn Dr. Speich mit, er habe in Besprechungen mit den Herren der Reichsbank festgestellt, dass sie dem Gedanken der Unterstellung der Umlegungshälfte unter Ziff. 3 (7) näher gekommen seien. Es sei der Wunsch geäußert worden, die Kohlenlieferungen möchten erhöht werden. Leider sei dies jedoch nicht möglich, weil aus technischen Gründen die Steiermark nicht mehr als 100 000 to jährlich liefern und abtransportieren könne. Im übrigen sei Dr. Seyboth angewiesen worden, bei den Bundesbehörden in Bern die formelle Erklärung abzugeben, dass die Kohlenlieferungen im Zusammenhang mit der Faaler Angelegenheit nicht in Anrechnung gebracht würden.

Am 15. Juli fand eine Besprechung der Faaler Angelegenheit zwischen den Herren Golay und Speich einerseits und den Herren von Wedel und Wolf von der Reichsbank andererseits statt, wobei sich Herr Wolf dahin äusserte, dass eine Behandlung der Umlegungshälfte nach Ziff. 3 (7) nicht möglich sei, während von Wedel sich hierüber nicht so ablehnend äusserte. Herr Wolf regte dann an, die ganze Entschädigungssumme in einen einzigen Kredit umzuwandeln, garantiert durch eine Hypothek, Zins gesichert durch die Reichsbank, Kapitalrückzahlungen vorläufig abhängig gemacht von den Kohlenimporten.

Am 26. Juli fand in Zürich eine weitere Besprechung statt zwischen dem Präsidenten und Herrn Golay einerseits und Herrn Wolf andererseits. Herr Wolf erklärte dabei, Ziff. 3 (7) des Kreditabkommens komme weder auf der bisherigen Entwurfbasis für die dort vorgesehene Umlegungshälfte, noch im Falle einer andern Abmachung für entsprechende andere Leistungen in Devisen in Frage. Wenn in den bisherigen Entwürfen zu Verträgen auf Ziff. 3 (7) abgestellt worden sei, so sei dies ohne Zustimmung der Reichsbank geschehen. Die bisherigen Vertragsentwürfe seien praktisch als dahingefallen zu betrachten, da sie nie das Placet der Reichsbank erhalten könnten.

Herr Golay stellte darauf als Lösungsmöglichkeit zur Diskussion: vorbehaltlose Schuldanerkennung für eff. Sfr. 19 500 000, abstrakter Kredit mit neuem Schuldner, z. B. Dresdner Bank, Neukredit im Sinne des Stillhalteabkommens, erste Hypothek auf dem Werk Faal (ev. in Goldfranken), Zins- und Kapitalzahlungen in effektiven Schweizerfranken, Zinssatz 3 1/4%, Devisenverpflichtung für Zinsen durch die Reichsbank ein- für allemal, Heranziehung von Devisenerträgen aus Kohlenimporten für die Kapitiltilgung, solange Kohlenlieferungen möglich wären, nachher neue Vereinbarungen über andere zusätzliche Exporte für diesen Zweck, Fälligkeitstellung des ganzen Kredites nach 15–17 Jahren.

Herr Wolf lehnte diese Anregungen nicht ab. Er hielt insbesondere eine Zusage der Reichsbank für die Zinsen aus dem Devisenfonds für erreichbar, wenn für die Kapitaltilgung die Devisen aus zusätzlichen Exporten (Kohle oder anderes) beigestellt oder ohne solche das Kapital einstweilen gestundet würde. Die Hypothekenfrage werde schwer aber vielleicht doch irgendwie lösbar sein. Die Fragen wegen der Kohleneinfuhr müssten, soweit die Schweiz entscheidend sei, von den schweizerischen Interessenten zur Lösung gebracht werden. Soweit die deutsche Seite mitzuwirken habe, müssten die schweizerischen mit den zuständigen deutschen Stellen verhandeln.

Die Herren verblieben, dass die Organe Suiselctra mit dem Bankverein zusammen prüfen sollten, ob sie in einer direkten Eingabe an das Reichsbankdirektorium einen Vorschlag im Sinne der Anregung des Herrn Golay einreichen wollten. Eine solche Eingabe würde von Herrn Wolf begrüsst, der für ihre Abfassung verschiedene Ratschläge erteilt.

Auf Grund einer Besprechung zwischen dem Präsidenten und der Direktion wurde darauf den Mitgliedern des Ausschusses vom Sachverhalt Kenntnis gegeben, wobei der Auffassung Ausdruck gegeben wurde, dass für die Annahme der von Herrn Golay vorgeschlagenen Lösung durch die deutschen Stellen ebensowenig Wahrscheinlichkeit bestehe, wie für die Weiterführung der Verhandlungen auf Grund der bisherigen Vertragsentwürfe.

In der Woche vom 15. August hat Dr. Rasche nun verschiedentlich versucht, mit dem Präsidenten in telephonische Verbindung zu treten. Da letzterer im Militärdienst stand und nicht erreichbar war, kam die Verbindung nicht zustande. Im Auftrag des Präsidenten hat der Sprechende Herrn Dr. Rasche am 23. August aufgerufen. Dr. Rasche erklärte, er hätte wegen Faal nochmals mit der Reichsbank Fühlung genommen, um zu erfahren, ob die Angelegenheit in der Weise geregelt werden könne, dass die Kohle nur subsidiär im Sinne des Vorschlages von Herrn Golay in den Vertrag eingebaut werden könne. Es scheine, dass die Reichsbank nicht abgeneigt wäre, zu einer solchen Lösung Hand zu bieten. Um die Sache weiter abzuklären, habe er seinen Sekretär nach Wien geschickt, um dort wegen der Kohlenfrage Klarheit zu schaffen. Er werde wieder berichten.

In einer telephonischen Unterredung mit dem Eidg. Volkswirtschaftsdepartement vom 24. August erklärte Dr. Hauswirth, der Bund lasse keine Tonne der Wöllaner Kohle mehr in die Schweiz, bevor die zuständigen deutschen Stellen die Erklärung abgegeben hätten, dass diese Kohle ex Kontingent eingeführt werde. Die bisher eingeführten rund 13 000 to belasteten jetzt schon das Kontingent, d. h. würden angerechnet und der Import dieser schlechten Kohle müsse mit enormen Leistungen schweizerischerseits erkauf werden. Dr. Rasche sei wohl mit Herrn Bertschmann beim ihm gewesen, allein es sei kein Verlass auf sein Wort. Dr. Hauswirth erklärte auf Anfrage hin am Schluss, er könne jetzt nicht sagen, ob eine Importbewilligung für Wöllaner Kohle, sofern die Exkontingenterklärung vorliege, auf das Jahr 1944 ausgedehnt werde, er sei indessen bereit, den Sprechenden zur weitem Behandlung der Angelegenheit zu empfangen, wenn die Erklärung vorliege.

Dr. Krasting hat sodann am 25. August von Dr. Herbeck, dem Sekretär von Dr. Rasche, aus Wien die telephonische Mitteilung erhalten, es sei in Verhandlungen mit der Reichsbank festgestellt worden, dass diese mit der Behandlung der Faaler

Abfindungssumme nach dem Vorschlag des Herrn Golay grundsätzlich einverstanden sei. Dr. Herbeck schlägt eine Zusammenkunft zu dritt, nämlich EV Süd, Reichsbank und Suisselectra in Berlin vor, damit die Verhandlungen weitergeführt werden könnten.»

Der Ausschuss hat darauf beschlossen, dass die Verhandlungen auf der Basis der Vorschläge des Herrn Golay wieder aufgenommen werden sollen. Es wurde deshalb die von Herrn Wolf angeregte Eingabe an das Reichsbankdirektorium gerichtet und davon Herrn Dr. Rasche eine Abschrift zugestellt.

Ueber die Reaktion dieser Eingabe bei Herrn Dr. Rasche gibt eine Aktennotiz über ein Telephongespräch zwischen diesem und Dr. Krasting Aufschluss, welche von Letzterm [sic] verlesen wird und lautet:

«Nachdem schon am 10. September wiederholt von Berlin aus versucht worden war, ein tele[p]honisches Gespräch zwischen den Herren Dr. Meyer und Rasche zustande zu bringen, erfolgt am 13.[.] 11.45 [Uhr] nach zweimaligem Versuch (in Basel und in Zürich), Herrn Dr. Meyer zu treffen, ein Anruf der Dresdner Bank Berlin in Basel, worauf nach längerem Warten Dr. Rasche spricht: Er habe die Durchschrift unseres Briefes an die Reichsbank erhalten und wolle daraus «keine grosse Affaire» machen. Aber die darin gegebene «Schilderung der Vergangenheit sei ganz falsch», insofern sie die Schuld am Nichtzustandekommen eines Vertrages den deutschen Stellen zuschieben wolle. Rasche ist über den Brief «sehr entrüstet» und «wehrt sich dagegen»; denn er ist «in der Fassung unzulässig, international ganz ungewöhnlich.» Die Angelegenheit wäre im Januar 1943 bereit zum Abschluss gewesen, hätte man damals nur Herrn Dr. Speich machen lassen. Auf Grund unserer Haltung habe der Kohlenimport abgestoppt werden müssen, was wir zu verantworten hätten. Er habe damals schon gesagt, dass die Wiederingangsetzung der Angelegenheit mindestens 10 Monate Zeit erfordere. Unrichtig sei beispielsweise auch die Darstellung, das Reichsfinanzministerium habe in der ganzen Angelegenheit nichts zu tun.

Auf den Hinweis von Dr. Krasting, dass in Wien von deutscher Seite die Verhandlungen unterbrochen worden seien, um die Genehmigung des Reichswirtschaftsministeriums und des Reichsfinanzministeriums zu den getroffenen Vereinbarungen einzuholen und dass nach der Wiederaufnahme der Verhandlungen erklärt worden sei, dass diese Genehmigungen erteilt seien, erklärte Dr. Rasche nichts zu wissen. Er selbst habe immer erklärt, dass die Genehmigung des Reichswirtschaftsministeriums erforderlich sei, und dass diese vorliege, habe er an Hand eines Briefes nachgewiesen. In der Sache selbst teilt Dr. Rasche sodann folgendes mit:

Herr Seyboth sei erneut angewiesen worden, bei den Schweizer Behörden die verlangte Erklärung betreffend Exkontingent-Lieferung der Kohle abzugeben und zwar hinsichtlich der Vergangenheit als auch hinsichtlich der Zukunft. Er werde Herrn Bertschmann aufrufen, damit dieser feststelle, ob Herr Seyboth diese Erklärung abgegeben habe.

Er selbst habe die Absicht, in ca. 14 Tagen in einer andern Angelegenheit in die Schweiz zu reisen und dann könnte eine nochmalige Besprechung der Angelegenheit stattfinden. Die Reichsbank werde in der ganzen Angelegenheit nicht die Initiative ergreifen, da sie ja nicht Vertragspartei sei. Sie habe deshalb unsere Eingabe ihm überwiesen. Grundsätzlich sei die Reichsbank mit dem darin enthaltenen Vorschlag, soweit es sich um die Devisenfrage handle, einverstanden.

Der Sprechende teilte darauf Herrn Dr. Rasche mit, dass Herr Dr. Meyer die nächsten drei Wochen aus Gründen, die Herrn Dr. Rasche bekannt sein dürften, nicht abkömmlich sei. Dr. Rasche hofft nichts destoweniger, dass eine Besprechung irgendwo stattfinden könne, damit er feststellen könne, ob weitere Verhandlungen noch als möglich erscheinen. Wenn es sich erweise, dass weitere Verhandlungen nicht als möglich erscheinen, lege er sein Mandat nieder.»

Im Anschluss an diese Berichterstattung der Direktion stellt Herr Golay fest, dass im Verhalten von Dr. Rasche offensichtliche Widersprüche enthalten seien, namentlich wenn er sage, dass die Reichsbank im Prinzip mit den Wiener Vorschlägen einverstanden gewesen sei, diese aber eine Sanktionierung dieser Vorschläge verweigert habe u. A. Herr Golay hat den Eindruck, dass die Gegenpartei unbedingt zu einer vertraglichen Regelung der Faaler Angelegenheit gelangen wolle. Er wundert sich, dass die Reichsbank sich mit den neuen Vorschlägen einverstanden erklären wolle, die ja viel weiter gehen, als die Wiener Vorlage. Es sei jetzt zwar besser, keinen Vertrag zu haben. Doch müssten die Verhandlungen weitergeführt werden, da er die Verantwortung dafür nicht übernehmen könnte, dass sie von unserer Seite abgebrochen würden. Nach Diskussion erklärt sich der Verwaltungsrat mit der Auffassung des Herrn Golay einverstanden, dass die Verhandlungen im bisherigen Sinne weiter geführt werden sollen.

Schluss der Sitzung 16.35 Uhr.

Séance du 21.10.1943

[...]

4. *Unvorhergesehenes.*a. *Elektrarna Fala.*

Der Präsident teilt mit, Dr. Rasche sei am 28. September erneut in der Schweiz gewesen, wobei eine Besprechung zwischen ihm und den Herren Dr. Krasting und Bertschmann (Haniel) stattgefunden habe. Der Präsident selbst war aus militärischen Gründen an der Teilnahme verhindert. Dr. Rasche machte auch Herrn Golay einen Besuch. Dr. Rasche habe erklärt, die Verhandlungen wegen Fala werde er weiterführen, nicht die Reichsbank; immerhin werde ein Vertreter der Reichsbank ebenfalls im Laufe des Oktober in der Schweiz mit uns in Verbindung treten. Wie wir erfahren haben, ist aber der Vertreter der Reichsbank bereits wieder aus der Schweiz ausgereist, ohne mit uns in Fühlung zu treten. Die Verhandlungen sind somit vorläufig nicht weiter gediehen. Dr. Rasche hat seit seinem Besuch vom 28. September nichts mehr von sich hören lassen.

Anschliessend gibt der Präsident noch davon Kenntnis, dass er in einer schweizerischen Radiosendung vom 17. Oktober und sodann in einer amerikanischen Sendung vom 19. Oktober gehört hat, dass jugoslawische Partisanen das Gebiet zwischen der Drau und der deutsch-österreichischen Grenze besetzt hätten. Trifft diese Mitteilung, die wir vorläufig nicht kontrollieren können, zu, so müsste angenommen werden, dass das Elektrizitätswerk Fala zur Zeit unter der Herrschaft der jugoslawischen Partisanen steht.

b. *Dreyfus Söhne & Cie., A. G., Basel.*

Der Präsident teilt folgendes mit:

Mein Vorgänger, Herr Dr. Max. Staehelin, hat nach dem Tode des frühern Vize-Präsidenten unserer Gesellschaft, Herrn Dreyfus-Brodsky, dessen Sohn, Herrn Paul Dreyfus, seine spätere Zuwahl in den Verwaltungsrat Suselectra in Aussicht gestellt, sobald gewisse mit Fala und andern unserer Interessen zusammenhängenden Erwägungen dahinfielen. Bis dahin werde die Direktion Herrn Dreyfus über wichtigere Angelegenheiten der Gesellschaft jeweils orientieren. Unser Direktor gab mir bei der Uebernahme des Präsidiums hievon Kenntnis. Das Gleiche tat Herr Dr. M. Staehelin anfangs dieses Jahres. Ich sah keinen Grund, mich diesem Arrangement nicht anzuschliessen.

Am 17. Juni 1943 lief folgender Brief des Hauses Dreyfus ein:

«Sehr geehrter Herr Präsident!

Wir beehren uns, Ihnen hierdurch mitzuteilen, dass wir uns entschlossen haben, von einer Vertretung unserer Aktien an der ausserordentlichen Generalversammlung vom 21. ds. Mts. abzusehen.

Da wir zu den Gründern der Suselectra gehören und auch stets zu sämtlichen Mitgliedern des Verwaltungsrates freundschaftliche Beziehungen unterhalten haben, möchten wir nicht in Opposition treten.

Dagegen wünschen wir, hiermit unsern Standpunkt festzulegen, dass wir es für äusserst inopportun halten, heute einen derartigen Vertrag abzuschliessen.

Mit vorzüglicher Hochachtung
Dreyfus Söhne & Cie., A. G.,
Sig. P. Dreyfus.»

Hievon gab ich in der Sitzung des Verwaltungsrates v. 17. 6. 1943 Kenntnis, ebenso von obigem Arrangement. Nachdem der Sprechende damals längere Zeit verreisen musste, übernahm es auf seinen Antrag und gestützt auf einen entsprechenden Beschluss des Verwaltungsrates unser Kollege, Herr Dr. Felix Jselin, den Brief Dreyfus Herrn Dr. M. Staehelin vorzulegen, insbesondere im Hinblick auf den letzten Absatz dieses Briefes. Hierauf berichtete Herr Dr. F. Jselin mit Brief vom 23. Juni 1943 was folgt:

«Direktion der Suiselctra,
Basel.

Sehr geehrte Herren!

Ich gebe Ihnen beigeschlossen den Brief der Firma Dreyfus Söhne vom 17. ds. Mts. zurück und gestatte mir, Ihnen mitzuteilen, dass ich, in Ausführung des mir vom Verwaltungsrat erteilten Mandates, gestern mit Herrn Präsident Dr. Staehelin gesprochen habe. Derselbe misst dem Inhalt des Briefes keinerlei Bedeutung zu, da ja eine allfällige Abmachung der Generalversammlung unterbreitet wird und somit jeder Aktionär Gelegenheit erhält, seinen Standpunkt geltend zu machen. Ein Aktionär, der an der Generalversammlung nicht teilnimmt, verliert das Recht, die Organe der Gesellschaft verantwortlich zu machen.

Im übrigen erklärte mir Herr Dr. Staehelin, dass er für die Suiselctra mit der Firma Dreyfus keinerlei Abmachung getroffen habe. Er habe Herrn Dreyfus s. Zt. lediglich erklärt, dass man seine Firma über wichtige Fragen auf dem Laufenden halten werde.

Mit vorzüglicher Hochachtung
Sig. Dr. Felix Jselin.»

Am 23. August 1943 avisierte mir Herr Paul Dreyfus seinen Besuch in meinem Büro in Zürich auf den folgenden Tag. Da ich aber am 24. August, 10 Uhr, in Basel eine Sitzung des Verwaltungsrates Haefely zu präsidieren hatte, anbot ich Herrn Dreyfus, ihn in seiner Bank am 24. August, nach Ankunft des Zuges, ca. 08[.]50, aufzusuchen, was dann auch geschah. Herr Dreyfus bat mich als neuen Präsidenten um Bestätigung der ihm von Herrn Dr. M. Staehelin gemachten Zusicherungen. Entsprechend meiner frühern Einstellung und gestützt auf die Aussprache im Verwaltungsrat vom 21. Juni 1943 bestätigte ich Herrn Dreyfus das bekannte Arrangement, wofür er dankte.

Herr Dreyfus kam dann auf sein Schreiben vom 17. Juni 1943 zurück, um u. a. seiner Genugtuung darüber Ausdruck zu geben, «dass als Auswirkung seines Briefes die bereits publizierte Einladung zur ausserordentlichen Generalversammlung Suiselctra, die das Fala-Abkommen hatte gutheissen sollen, zurückgezogen wurde.» Ich hielt es für notwendig, Herrn Dreyfus dahin aufzuklären, dass nicht der leiseste Zusammenhang bestand zwischen der Abbestellung der Generalversammlung und seinem Brief. Letzterer wäre übrigens erst einige Tage nach erfolgter Abbestellung geschrieben worden und bei mir eingetroffen. Der Verwaltungsrat hätte die Einstellung seiner

Firma – keine Opposition zu machen – geschätzt, weniger aber den Schlusssatz, der die erste spontane Zusage weitgehend aufhob. Der Verwaltungsrat befände sich in der Angelegenheit Fala in einer Zwangslage; er habe in seiner Verantwortung nach sorgfältigster Abwägung aller pro und contra das vorgesehene Prozedere – das durch Versagen der Deutschen dann wieder dahinfiel – einstimmig gutgeheissen. Herr Dreyfus versicherte, er wolle dem Verwaltungsrat keine Ungelegenheiten bereiten, aber mit dem Schlusssatz des Briefes hätte seine Firma schriftlich die abweichende Auffassung niederlegen wollen, «für den Fall eines alli[i]erten Sieges.»

Der Präsident fährt fort: In der heutigen Ausschuss-Sitzung hat nun Herr Dr. Ed. Nüscheler beantragt, Herrn Paul Dreyfus künftig als Gast zu den Verwaltungsrats-sitzungen beizuziehen und ihm Einblick in die Protokolle des Verwaltungsrates zu geben. Der Ausschuss Ihres Verwaltungsrates hat diesen Antrag mir drei Stimmen gegen diejenige des Antragstellers abgelehnt, im übrigen aber betont, dass das bisherige Arrangement unsererseits aufrecht bleibe. Der Sprechende hält es für seine Pflicht, dem Verwaltungsrat vom Vorstehenden Kenntnis zu geben, wenn auch Herr Dr. Nüscheler im heutigen Verwaltungsrat selbst seinen vom Ausschuss abgelehnten Antrag nicht wiederholt hat. Wir befinden uns in dieser Angelegenheit auf so delikatem Boden, dass der Sprechende die neue Aufbringung der Frage, die durch ein Versprechen und durch einen modus vivendi vorläufig geregelt war, bedauert. Die Umstände, die meinen Vorgänger zu dieser provisorischen Lösung veranlassten, bestehen heute noch mit ihrem vollen Gewicht. Der Sprechende bittet den Verwaltungsrat um Kenntnisnahme und Aussprache.

Herr Dr. Nüscheler weist seinerseits darauf hin, dass er seinen Antrag bisher im Verwaltungsrat nicht gestellt habe. Er stellt nun den Antrag, Herrn Dreyfus künftig als Gast zuzuziehen und ihm wie einem Mitglied von den Angelegenheiten der Gesellschaft besonders auch von den Verwaltungsrats-Protokollen, Kenntnis zu geben. Er fügt bei, dass er diesen Antrag von sich aus, d. h. ohne dass ihm Herr Paul Dreyfus einen Wunsch geäussert hätte, stelle.

Nach längerer Aussprache fasst der Präsident die Sachlage wie folgt zusammen: der Verwaltungsrat bestätigt erneut das von Herrn Dr. M. Staehelin getroffene Arrangement. Es ist heute nicht möglich, weiterzugehen. Der Antrag des Herrn Dr. Nüscheler ist unrealisierbar. Das Arrangement hat den Charakter eines Gentlemen's Agreement, das, wenn auch nicht juristisch, so doch moralisch bindet und zwar beide Teile, d. h., dass gesucht werden muss, auch während des Bestandes dieses Agreements vor allem alles zu vermeiden, was Gesellschaftsinteressen gefährden, und nichts zu unterlassen, was diese Interessen fördern könnte.

Der Präsident lässt abstimmen, indem er vorausschickt, dass Herr Golay seine Auffassung teilt. Alle Mitglieder des Verwaltungsrates, unter Stimmenthaltung des Herrn Dr. Nüscheler, lehnen den Antrag Nüscheler ab, bestätigen das bekannte Arrangement und schliessen sich der vom Präsidenten umrissenen Auffassung an. Der Präsident erklärt diesen Beschluss als offiziell verbindlich und gibt seiner Erwartung Ausdruck, dass auch in dieser Frage der Verwaltungsrat nach aussen geschlossen und einheitlich auftreten werde. Er wünscht ausführliche Protokollierung dieser Angelegenheit.

Schluss der Sitzung 17.15 Uhr.

Séance du 15.11.1944

[...]

1.) *Protokoll der 69. Sitzung vom 4. Mai 1944.*

Dr. Nüscheler hat zum Protokoll der 69. Sitzung vom 4. Mai 1944 folgende Bemerkung zu machen:

«Angesichts der Kriegslage wünsche ich jetzt nicht auf die Falaangelegenheit zurückzukommen. Da aber je nach der Entwicklung der Dinge weitere Schritte in absehbarer Zeit angezeigt sein können, so möchte ich doch darauf hinweisen, dass im Protokoll einige nicht ganz stimmende Angaben über Fragen enthalten sind, die bei der künftigen Behandlung und Erledigung von Bedeutung sein können.

1) Die zuständige Behörde für eine Enteignung war, laut Gesetz zur Förderung der Energiewirtschaft vom 13. Dezember 1935 (Energiewirtschaftsgesetz) (§§ 1, 7–13, insbesondere 11 Abs. 1., ferner § 15) der Reichswirtschaftsminister, dessen «Entscheidungen für Gerichte und Verwaltungsbehörden massgebend sind» (§ 7), und der «die Enteignung der *Energieanlagen und Rechte* im Grundeigentum anordnen kann, mit der Massgabe, dass eine angemessene Entschädigung gewährt wird.» (§ 9 Abs. 1.)

2) Durch den Erlass des Führers vom 29. Juli 1941 ging ein grosser Teil der «Zuständigkeiten» des Reichswirtschaftsministers auf den Generalinspektor für Wasser und Energie über, «der die Energie- und Wasserwirtschaft auf *für die befreiten Gebiete der Untersteiermark, Kärnten's und Krain's* [sic] *im Einverständnis mit den die Reichsgewalt ausübenden Stellen führt und anordnet.*» Diese Gebiete wurden der gleichen Reichsgewalt unterstellt wie das übrige Reichsgebiet.

3) Die «Förderung» eines «zweckmässigen Ausgleichs durch Verbundwirtschaft» wurde schon im Energiewirtschaftsgesetz vom 13. Dezember 1935 verlangt und nicht im Erlass des Führers vom 6. August 1943, der auch für die Untersteiermark gilt, dass «die Eigentums- und Vermögensverhältnisse durch die vom Generalinspektor für Wasser und Energie getroffenen Massnahmen nicht berührt werden dürfen.» Weder der Beauftragte des Reichskommissärs für die Festigung des Deutschen Volkstums in Marburg, noch der Chef der Zivilverwaltung für Untersteiermark waren daher zuständig, die Einziehung und die Beschlagnahme anzuordnen. Weder diese Stellen noch Dr. Rasche waren zur Erklärung ermächtigt, «eine Rückgabe käme auf keinen Fall in Frage» oder «eine Entscheidung für die Benutzung der Anlage sei ausgeschlossen.»

Ich hatte daher von Anfan an, d. i. schon Ende 1941 vorgeschlagen, uns durch Vermittlung des deutschen Gesandten in Bern an das Reichswirtschaftsministerium, bzw. den Generalinspektor für Wasser und Energie mit einer Beschwerde zu wenden und eine Entschädigung für den benützten Strom zu verlangen.

4) Auf Seite 6, 12. Linie muss es heissen, dass «ich eine Notifizierung zur Wahrung unserer Rechte unter Berufung auf den Wortlaut des Erlasses vom 6. August 1943 anregte» und nicht dass ich anregte «keinen Protest zu erheben, unter Berufung auf diesen Erlass.»

5) Was meine Stellungnahme anbelangt, so war ich von Anfang an, aus den von mir dargelegten Gründen grundsätzlich gegen den Verkauf der Stegaktien und des Falawerkes. Nachdem aber der Verwaltungsrat mit Mehrheit sich für die Fortsetzung der Verkaufsverhandlungen ausgesprochen hatte, und insbesondere die von den damit betrauten Herren vorgeschlagenen Bedingungen für die Suisselectra wesentlich günsti-

ger lauteten als die früher vorgesehenen, so wäre es eine Unfreundlichkeit und zwecklos gewesen, dagegen zu stimmen.

6) Wenn wir zur gegebenen Zeit nachweisen, dass eine untergeordnete, nicht zuständige deutsche Stelle, bzw. nicht zuständige Beamte durch einen widerrechtlichen Eintrag im Grundregister versuchten, uns das Eigentumsrecht zu nehmen, so kann es, m. E. unter Umständen leichter sein, unsere Rechte zu wahren und wieder in den Besitz der Anlagen zu gelangen, als wenn es sich um einen staatlichen Eingriff gehandelt hätte.»

Mit Zustimmung der übrigen Mitglieder des Verwaltungsrates erklärt hiezu der Präsident:

Herr Dr. Nüscherer kommt mit einem Teil seiner Bemerkungen auf eine Beurteilung der Ereignisse bei Faal zurück, die alle andern Mitglieder des Verwaltungsrates Suselectra weder heute teilen, noch in der Vergangenheit teilten. Durch Sondergesetzgebung – die vor dem Völkerrecht vielleicht nicht standhielten, innerdeutsch aber immer als rechtes und verbindlich anzusehen war – wurden wir bei Fala entschädigungslos enteignet; Fala wurde «eingezogen», und die Energieversorgung Südsteiermark (EV Süd) wurde in das Eigentum «eingewiesen». Ob die zuerst mit dem Schweizerischen Bankverein und später mit unsern eigenen Organen verhandelnden deutschen Herren formell in jeder Hinsicht zu den Verhandlungen jeweils autorisiert waren, haben unsere Vertreter selbst sich immer gefragt; der Verwaltungsrat wurde über diese Zweifel nicht im Dunkeln gelassen. Es handelte sich unsererseits nie um Verhandlungen zum Verkauf des Werkes Fala; unsere Verhandlungen zielten auf die Erreichung einer angemessenen Entschädigung für die vorher erfolgte Wegnahme hin. Der Einbezug der Aktien und Vorschüsse Steg in die für die Entschädigung betreffend Faal vorgesehene Vereinbarung erfolgte auf Verlangen von deutscher Seite, die daraus eine *conditio sine qua non* der Entschädigung überhaupt machte. Primär war die Erreichung der Entschädigung für Fala; der Einbezug unseres Stegaktivums erfolgte *incidenter* und sekundär. Nie war irgendein Mitglied des Verwaltungsrates für eine Regelung mit den Deutschen, weil es an sich Fala und/oder Steg hätte an diese abtreten oder verkaufen wollen. Alle Mitglieder des Verwaltungsrates Suselectra befanden sich in einem Gewissenszwang und suchten, für ihre Gesellschaft möglichst viel zu retten. Wenn es Abstufungen im Grad der Bereitschaft zu einem derartigen Vergleich mit den Deutschen gab, so stand unser Kollege, Herr Dr. Nüscherer, nicht allein mit seiner Ablehnung in Chur am 12. Oktober 1942 und später. Wenn er am 2. Juni 1943 mit allen andern Mitgliedern dem in Wien zu Faden geschlagenen – in der Folge nicht in Rechtskraft getretenen – verbesserten Vergleich zustimmte, so mutet es seltsam an, wenn er heute seine damalige Zustimmung interpretieren will. Auch andere Mitglieder stimmten damals mit innern Vorbehalten zu, ohne daraus heute Aufhebens machen zu wollen. Der Verwaltungsrat war sich im Juni 1943 aber unter anderm bewusst, dass er die deutsche Seite durch seine Annahme der Wiener Vorschläge zwingen werde, ihr wahres Gesicht zu zeigen. Die anschliessende Entwicklung hat dann auch schlüssig bewiesen, dass die deutschen Wiener Vorschläge nicht ernst gemeint waren. Die Geschäftsleitung vermochte in der Folge in besserer Kenntnis der Verhältnisse, jeder Bindung gegenüber den deutschen Stellen konsequent aus dem Weg zu gehen. Die wiederholten Vorschläge des Herrn Dr. Nüscherer, direkt in Berlin oder bei der deutschen Gesandtschaft in Bern vorstellig zu werden oder zu verhandeln, hat der Verwaltungsrat immer als unzweckmässig und aussichtslos angesehen und einstimmig (gegen den Antragsteller) abgelehnt.

Es scheint dem Vorsitzenden wünschenswert, dass der Verwaltungsrat geschlossen in

die bevorstehende Nachkriegszeit eintritt, wo es voraussichtlich darum gehen wird, unsere Aktiven gegenüber andern (als den deutschen) Stellen zu verteidigen. Mit diesen Bemerkungen wird das Protokoll genehmigt.

2.) *Jahresabschluss und Geschäftsbericht.*

Dr. Krasting ergänzt den den Mitgliedern des Verwaltungsrates zugesandten Bericht. In den letzten Jahren gingen die Einnahmen ständig zurück. Wenn die Eingänge aus Deutschland und aus den besetzten Gebieten ebenfalls ausfallen sollten, würden sie nicht mehr zur Deckung der laufenden Ausgaben ausreichen, was die Gesellschaft zwingen könnte, vorübergehend vom Vermögen zu zehren.

Der Präsident hofft, dass sich Mittel und Wege finden lassen, um bald aus andern Ländern den Transfer zu sichern. Die gegenwärtigen Anstrengungen der französischen Regierung, trotz der ihr zur Verfügung stehenden beschränkten Mittel den Zahlungsverkehr mit der Schweiz wiederherzustellen, gehen bereits in dieser [sic] Richtung. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung geben zu keinen weiteren Bemerkungen Anlass.

Der im Probedruck vorgelegte Geschäftsbericht 1943/44 wird durchberaten und mit einigen Ergänzungen und Korrekturen genehmigt.

[...]

4.) *Berichterstattung.*

a) *Steiermärkische Elektrizitäts-Aktiengesellschaft.* – Dr. Krasting teilt mit, dass seit dem Besuch von Direktor Kirschner im April 1944 keine Nachrichten von der Steg eingetroffen sind. Die Dividende pro 1943 ist auf Grund des deutsch-schweizerischen Zahlungsabkommens mit rund 1,8% eingegangen, d. h. Fr. 184 096.55 statt rund 450 000.–. Die Zinsen auf dem Vorschusskapital sind mit 4 1/2% voll und regelmässig eingetroffen. Die Amortisationsquote von Fr. 145 299.12 hat uns einen Erlös von Fr. 73 569.86, d. i. etwas mehr als 50%, gebracht. Bei einer Verschlechterung der Verwendungsmöglichkeiten der Registermark wird kaum mehr mit Eingängen aus dem Lizenzenfonds gerechnet werden können.

b) *Elektrarna Fala.* Die Verhandlungen mit den Deutschen sind nicht fortgesetzt worden. Wir können nur hoffen, dass sich die jetzige Situation bald ändern und unsere Gesellschaft als Eigentümerin des Werkes Faal wieder anerkannt wird.

Am 7. ds. hat Herr Präsident Dr. Speich erfahren, dass das Werk bei Partisanenkämpfen beschädigt wurde und für etwa 14 Tage ausser Betrieb gesetzt war. Seither vernahmen wir durch Herrn von Arx, Direktor des Schweizerischen Bankvereins in Zürich, dass der Betrieb wieder aufgenommen wurde; vermutlich waren die Schäden somit nicht gross.

Das Kroatische Elektrizitätsunternehmen hat den auf kroatischem Gebiet liegenden Teil des Faaler Verteilnetzes zum Preise von Fr. 25 000.– p. a. gepachtet. Die kroatische Regierung gibt sich alle Mühe, ihren Verpflichtungen nachzukommen. Die Zinsen des ersten Quartals 1944 von 6 400.– sind eingegangen.

[...]

Source: SBS, 751'020.001, D 19, Protokolle des Verwaltungsrates der Schweizerischen Elektrizitäts- und Verkehrsgesellschaft.